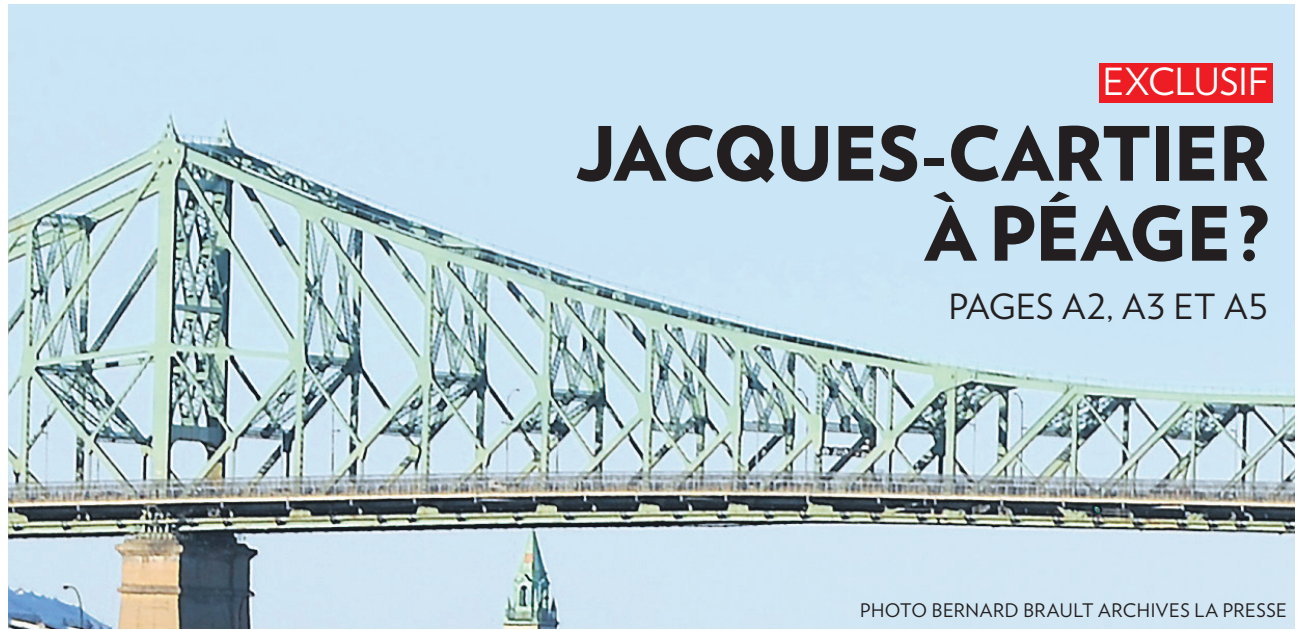


LA PRESSE



EXCLUSIF

JACQUES-CARTIER À PÉAGE?

PAGES A2, A3 ET A5

PHOTO BERNARD BRAULT ARCHIVES LA PRESSE



ÉGYPTE

SANGLANT RESSAC

Neuf mois après avoir chassé du pouvoir le président Moubarak, des Égyptiens retournent dans la rue pour évincer les militaires du gouvernement transitoire. Plusieurs, au prix de leur vie. PAGE A12

Des protestataires ont envahi la place Tahrir, hier soir, après en avoir été expulsés dans la violence.

PHOTO AFP



EXCLUSIF SONDAGE
CROP-LA PRESSE

AUTO ÉLECTRIQUE

Trop chère, trop peu
d'autonomie.
AUTO



ILLUSTRATION JULIEN CHUNG, LA PRESSE

VOILÀ CROSBY, ENFIN

Sid the Kid saute ce soir
dans la mêlée après
10 mois d'absence.

SPORTS

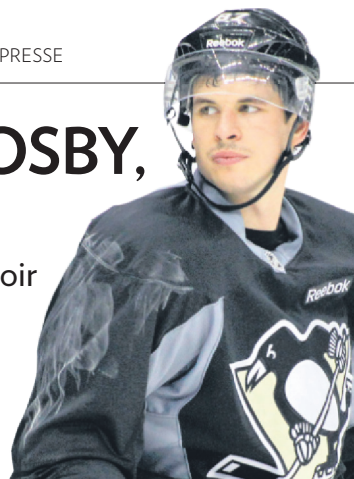


PHOTO
LA PRESSE CANADIENNE



SALON DU LIVRE UNE AUTRE GRANDE ANNÉE

Marie Laberge
(*Revenir de loin*) et
Tristan Demers (*Tintin
au Québec*) ont été
honorés hier. ARTS

PHOTO
MARCO CAMPANAZZI, LA PRESSE



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

OCCUPONS MONTRÉAL

NUIT D'ENFER CHEZ LES INDIGNÉS

Bagarres. Piquerie. Vandalisme. La situation dégénère
au square Victoria. PAGE A6

DÉCOUVREZ NOS OFFRES SENSATIONNELLES !



LE RENARD.CA
LE SITE DES ACHATS FUTÉS

EXCLUSIVITÉ
LA PRESSE
CA

MON CLIN D'ŒIL STÉPHANE LAPORTE

Il y a moins de crimes durant Novembre parce qu'on dirait qu'il y a
des policiers partout.

Venez voir mon blogue! www.lapresse.ca/laporte



L-V 6 21924 98765 1



Vous entendez mais ne comprenez pas toujours?

- RÉDUCTION DES BRUITS DE FOND
- MAXIMISATION DE LA PAROLE

Une prothèse auditive SANS FRAIS ET SANS LIMITE D'ÂGE,
Selon les règles de la RAMQ.
Une évaluation est requise par l'audioprothésiste pour le choix du modèle de prothèse auditive.

Montréal, 525, rue Sherbrooke Est
Longueuil, Saint-Hilaire, Saint-Jean, Laval, Granby, Cowansville - 1 800 422-6181



Laflamme & ASSOCIÉS

AUDIOPROTHÉSISTES
40 ans d'évolution

514 849-4500
www.laflammeetassocies.com

Le modèle illustré n'est pas couvert par la RAMQ

PAYER POUR TRAVERSER



PHOTO MICHEL GIROUX, ARCHIVES LA PRESSE

Les péages ont longtemps existé sur les deux ponts, mais ils ont été abandonnés en 1962 sur le pont Jacques-Cartier (notre photo) et en 1990 sur le pont Champlain.

Le péage a aussi été étudié pour

Il n'y a pas que sur le nouveau pont Champlain que le retour du péage est envisagé. Cette option a aussi été étudiée pour payer les frais d'entretien d'une autre structure reliant Montréal et la Rive-Sud: le pont Jacques-Cartier.

EXCLUSIF

BRUNO BISSON
ET ANDRÉ NOËL

Une étude commandée par le gouvernement fédéral en 2010 soulève la possibilité d'instaurer des péages non seulement sur le pont Champlain, mais aussi sur le pont Jacques-Cartier.

Chaque passage sur le vieux « Montreal Harbour Bridge » pourrait coûter entre 1,04\$ et 1,28\$ par voiture, selon le scénario retenu, indique l'étude obtenue par *La Presse* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information. Les tarifs seraient deux fois plus élevés pour les camions.

Le mois dernier, le ministre des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités du Canada, Denis Lebel, a annoncé l'instaurer de péages sur le nouveau pont qui remplacera le pont Champlain, d'ici 2021. La majorité des répondants à deux sondages subséquents s'y sont montrés favorables.

Un de ces sondages montrait toutefois que des milliers d'utilisateurs actuels du pont Champlain pourraient se rabattre vers d'autres ponts pour éviter de payer la traversée du fleuve Saint-Laurent: 36 % des automobilistes de la Rive-Sud feraient ce choix pour se rendre dans la métropole.

Cela risquerait d'encombrer le pont Jacques-Cartier. L'instaurer de péages sur les deux ponts réduirait grandement la possibilité de tels déplacements de circulation. Mais dans l'étude obtenue par *La Presse*, la raison évoquée pour réinstaurer des péages sur le pont Jacques-Cartier est tout autre: les frais d'entretien de ce vieux pont atteindront la somme astronomique de 738 millions d'ici 2025 (voir autres textes).

Au cours de cette période, les revenus du péage sur le pont Jacques-Cartier pourraient permettre de récolter entre 736 et 905 millions,

accepte les péages qui accompagnent le développement d'une nouvelle structure ou d'un nouveau service, notent les auteurs de l'étude. Les usagers n'aiment pas payer pour des services qui, jusqu'alors, n'étaient pas tarifés.»

Les auteurs notent d'ailleurs que leurs recherches ont permis de trouver très peu d'exemples de péages instaurés sur des routes et des ponts dont l'accès n'était pas déjà tarifé.

Étude discrète

En février dernier, *La Presse* avait révélé que le retour des péages était envisagé dans une note interne remise au minis-

Le rapport réalisé par PricewaterhouseCoopers souligne que les automobilistes peuvent accepter de payer leurs passages sur des ponts neufs, mais qu'ils rechignent à le faire sur de vieux ponts.

selon le scénario retenu. La décision de recourir à cette méthode de financement se buterait toutefois à un obstacle de taille: l'opposition de l'opinion publique.

Le rapport réalisé par la firme PricewaterhouseCoopers (PwC) souligne en effet que les automobilistes peuvent accepter de payer leurs passages sur des ponts neufs, mais qu'ils rechignent à le faire sur de vieux ponts.

« Nos recherches suggèrent que l'opinion publique

tre fédéral des Transports de l'époque, M. Chuck Strahl. La Société des ponts fédéraux avait alors affirmé qu'elle n'était pas au courant d'une étude en cours sur ce sujet.

Pourtant, c'est bel et bien cette société qui a commandé l'étude à PwC. « Nous comprenons que la Société des ponts fédéraux cherche à explorer des nouveaux modes de péage pour les ponts Champlain et Jacques-Cartier », indiquent les auteurs, en introduction à leur rapport.

SOMMAIRE

Amusez-vous!	SPORT 8	Loteries	A 10
Astrologie du jour	AFFAIRES 9	Monde	A 11, 12, 13
Débats	A 14, 15	Personnalité	AFFAIRES 10
Décès	AFFAIRES 9	Petites annonces	AFFAIRES 8
Horaire télévision	ARTS 4	Sudoku	AFFAIRES 4

Météo

Ensoleillé, vents légers, maximum -1, minimum -7. AFFAIRES 8

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE?

nouvelles@lapresse.ca

UN COMMENTAIRE SUR NOTRE JOURNAL?

commentaires@lapresse.ca

CORUM
LA CHAUX-DE-FONDS · SUISSE

ADMIRAL'S CUP LEGEND

www.corum.ch

Disponible exclusivement chez :

CHÂTEAU D'IVOIRE
JOAILLIERS

2020 RUE DE LA MONTAGNE, MONTRÉAL: (514) 845-4651 SANS-FRAIS: 1-888-883-8283
WWW.CHATEAUDIVOIRE.COM

PONT JACQUES-CARTIER

De l'acier à solidifier, des piliers à consolider

BRUNO BISSON
ET ANDRÉ NOËL

Le pont Jacques-Cartier a eu 80 ans en 2010. Il est en bonne santé pour un ouvrage de sa taille et de son âge. Son squelette d'acier tient le coup, mais, par endroits, il n'a plus sa solidité d'antan. Le temps et la rouille ont fait leur œuvre. Ses piliers de béton sont massifs et solides, mais fissurés en surface, et de grands travaux devront être réalisés pour les consolider, à moyen et à long terme.

En mai dernier, *La Presse* révélait les grandes lignes d'un programme d'entretien de cinq ans de la Société des ponts fédéraux prévoyant des travaux correctifs estimés à 124 millions d'ici 2016 seulement, soit une moyenne d'investissements annuels de près de 25 millions pour le pont Jacques-Cartier.

Les prévisions de dépenses à plus long terme, détaillées en annexe de l'étude de PwC sur les péages, obtenue par *La Presse*, indiquent que le coût annuel des chantiers prévus après 2015 dépassera les 30 millions, jusqu'au tournant de la décennie.

Entre 2020 et 2025, les coûts des grands travaux de réfection vont dépasser 50 millions par année. Les frais d'exploitation, d'entretien et de réfection du

pont Jacques-Cartier devraient fracasser la barre des 75 millions pendant la seule année 2025, selon ces prévisions de dépenses à long terme, qui totalisent 738 millions sur 15 ans.

L'entretien et la réfection de grands et vieux ouvrages comme les ponts Jacques-Cartier et Champlain coûtent cher au gouvernement fédéral. Selon les projections 2010-2025 de la Société des ponts fédéraux, établies avant que le gouvernement confirme la construction d'un nouveau pont en rempla-

L'administration des ponts Jacques-Cartier et Champlain, filiale de la Société des ponts fédéraux qui gère ces deux grands ponts entre Montréal et la Rive-Sud, dépend, pour l'essentiel, des subsides qui lui sont alloués périodiquement par le gouvernement pour planifier les réparations et les besoins d'entretien courant.

En 2009, le gouvernement fédéral a alloué un budget spécial de 212 millions sur 10 ans, pour financer le renforcement

Les frais d'exploitation, d'entretien et de réfection du pont Jacques-Cartier, devraient fracasser la barre des 75 millions pendant la seule année 2025.

cement du pont Champlain, le total des coûts d'exploitation et d'entretien de ces deux ouvrages s'élèvera à plus de 1,7 milliard.

Or, les ponts Jacques-Cartier et Champlain sont les seuls ponts fédéraux qui ne génèrent aucun revenu autonome. Les autres ouvrages de la Société des ponts fédéraux, situés à Cornwall, à Sault-Sainte-Marie et aux Mille-Îles, sont des liens internationaux entre les États-Unis et le Canada, et ils sont tous à péage.

du pont Champlain en attendant son remplacement complet. En mars 2011, Ottawa a aussi annoncé des fonds additionnels de 228 millions, sur trois ans, pour l'ensemble de ses infrastructures de transports de la grande région de Montréal.

Aucun financement n'est présentement assuré pour les travaux de réparations du pont Jacques-Cartier prévus à plus long terme.

— Avec la collaboration de William Leclerc.

PAYER POUR TRAVERSER



PHOTO BERNARD BRAULT, ARCHIVES LA PRESSE

Le temps a fait son œuvre sur le pont Jacques-Cartier. Ses piliers de béton sont massifs et solides, mais fissurés en surface, et de grands travaux devront être réalisés pour les consolider.

le pont Jacques-Cartier

Celui-ci a été rédigé un an avant la décision de remplacer le pont Champlain, en partenariat public-privé. Les auteurs envisageaient aussi deux scénarios de péages sur ce pont: entre 0,86\$ et 1,15\$ pour chaque passage de véhicule léger, et le double pour les camions. Les revenus variaient de 992 millions à 1,3 milliard, en 15 ans.

Le rapport évaluait les coûts d'entretien et de réparation du pont Champlain à près de 1 milliard jusqu'en 2025. Il s'agit du pont le plus fréquenté au Canada, avec un trafic annuel de 60 millions de véhicules. Au pont Jacques-Cartier, le trafic annuel est de 35,8 millions de véhicules.

Il faudrait seulement trois mois pour installer des péages. Le rapport PWC soumet trois méthodes: des transpondeurs (fonctionnant par fréquences radio); des appareils photographiant les plaques d'immatriculation; ou de bons vieux guichets de perception manuelle.

Les péages ont longtemps existé sur les deux ponts, mais ils ont été abandonnés en 1962 sur le pont Jacques-Cartier et en 1990 sur le pont Champlain.

Lors de son inauguration en 1930, il fallait payer 15 cents pour traverser à pied le Montreal Harbour Bridge, qui fut rebaptisé Jacques-Cartier en 1934, pour souligner le 400^e anniversaire du premier voyage du grand marin au pays.

En 1958, le tarif est de 25 cents par voiture, mais un scandale éclate: les percepteurs sont soupçonnés de mettre les pièces de monnaie dans leurs poches.

« La route la plus facile vers une Cadillac décapotable est de devenir péager au pont Jacques-Cartier », relate le livre *Montréal, par ponts et traverses*, publié par le musée Pointe-à-Callière. Après une commission royale d'enquête, 26 péagers ont été condamnés à des amendes ou même à la prison.

Au moins un percepteur de péage n'a jamais été soupçonné: un certain Robert Bourassa. Le futur premier ministre a en effet occupé ce poste quand il était étudiant, rappelle André Girard, porte-parole de la Société des ponts fédéraux.

« L'étude de PwC conclut que nous pourrions en effet compter sur des revenus intéressants en réinstaurant le péage, commente M. Girard. Mais l'étude souligne aussi ce que nous savions déjà: il serait très impopulaire de le réinstaurer sur le pont Jacques-Cartier. Les possibilités qu'on recoure à cette méthode de financement sont bien minces. »

— Avec la collaboration de William Leclerc.

À LIRE EN PAGE 5, « L'UTILISATEUR, LE PAYEUR ET LE CITOYEN », LA CHRONIQUE DE PATRICK LAGACÉ

SCÉNARIOS DE PÉAGE DES PONTS FÉDÉRAUX DE MONTRÉAL

1. PONT JACQUES-CARTIER

	SCÉNARIO 1	SCÉNARIO 2
Tarif véhicules légers	1,28\$/passage	1,04\$/passage
Tarif véhicules lourds	2,56\$/passage	2,08\$/passage
Total des revenus pour la période d'analyse (15 ans)	905 millions	736 millions
Intérêts sur sommes perçues	18 millions	4,7 millions
Total des dépenses prévues période d'analyse (15 ans)	738 millions	738 millions
Surplus d'exploitation (réserve)	185 millions	2,3 millions

2. PONT CHAMPLAIN

	SCÉNARIO 1	SCÉNARIO 2
Tarif véhicules légers	1,15\$/passage	0,86\$/passage
Tarif véhicules lourds	2,30\$/passage	1,72\$/passage
Total des revenus pour la période d'analyse (15 ans)	1,33 milliard	992 millions
Intérêts sur sommes perçues	23,6 millions	(10,7 millions)*
Total des dépenses prévues période d'analyse (15 ans)	979 millions	979 millions
Surplus d'exploitation (réserve)	370 millions	1,8 million

NOTE: (*) Dans ce scénario, la Société fédérale des Ponts verse plus d'intérêts sur les travaux et immobilisations réalisés qu'elle n'en touche sur les péages prélevés.

SOURCE: PRICEWATERHOUSE COOPERS, OCTOBRE 2010

Une note de breffage classée « secrète »

BRUNO BISSON ET ANDRÉ NOËL

Ce ne sont pas seulement les études sur les péages que le gouvernement fédéral aimerait bien garder secrètes. Le langage utilisé dans les rapports d'ingénierie de la firme Delcan sur l'état du pont Champlain, rendus publics par *La Presse* en mars dernier, a été jugé si « alarmant » par des fonctionnaires de Transports Canada qu'ils ont sollicité une rencontre avec les experts de la société Les Ponts

Le langage utilisé dans les rapports d'ingénierie de la firme Delcan sur l'état du pont Champlain a été jugé « alarmant » par des fonctionnaires de Transports Canada.

Jacques-Cartier et Champlain (PJCCI) pour être sûrs d'en saisir toutes les implications.

Selon une note de breffage classée « secrète », obtenue récemment par le journal *The Gazette* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, des fonctionnaires ont été étonnés « par la terminologie utilisée » par les auteurs du rapport Delcan, en révisant cette étude. Le rapport Delcan, qui décrit le pont comme en « très mauvais état », et qui explique que la détérioration de cette structure commande une « extrême vigilance » de la part de PJCCI, affirmait également qu'il existe « un risque d'effondrement partiel du pont ou d'effondrement d'une travée ».

Le 6 janvier 2011, une rencontre en haut lieu a donc été organisée entre les fonctionnaires de Transports Canada et les experts de PJCCI, qui ont reconnu qu'il existait « une vague possibilité » pour qu'un tel événement se produise. Par contre, dans l'éventualité où cela arriverait, PJCCI précisait qu'il était peu probable qu'un tel effondrement « survienne soudainement ». Selon les experts, « il y aurait des signes avant-coureurs d'une telle défaillance », et le pont « pourrait être fermé à la circulation avant qu'il ne devienne dangereux pour les utilisateurs ».

À l'époque où cette note a été rédigée, deux mois avant que *La Presse* ne révèle le contenu des deux rapports de Delcan, Transports Canada affirmait qu'« il n'existe aucun plan de les rendre publics », mais que des fuites médiatiques sont toujours possibles. « Il faut s'attendre à ce que de telles fuites génèrent de l'attention des médias locaux et régionaux », estimaient alors, avec justesse, les fonctionnaires de Transports Canada.

Dans l'éventualité d'une fuite, une « approche de communications délicate est recommandée et des réponses-médias ont été préparées » pour gérer l'intérêt de la presse envers l'état du pont le plus achalandé au Canada.



PHOTO MICHEL GRAVEL, ARCHIVES LA PRESSE

On pouvait toujours apercevoir les postes de péage sur le pont Jacques-Cartier en 1977, 15 ans après l'abolition de cette pratique.

ACTUALITÉS

Enquête sur la mort suspecte d'un poupon

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Le Service de police de Montréal enquête sur la mort suspecte d'un poupon de 5 semaines retrouvé sans vie hier matin dans un appartement de l'arrondissement de Saint-Laurent.

Vers 7 h 30, les services d'urgence ont été appelés à intervenir sur la rue Lowlar pour un bébé en détresse respiratoire.

Les ambulanciers arrivés sur place ont tenté des manœuvres de réanimation sur le bambin, mais son décès a été constaté à son arrivée au centre hospitalier. La cause du décès reste

un mystère pour l'instant. Rien n'indique qu'il était atteint d'une condition médicale particulière. Une enquête a donc été confiée

la cause précise de son décès.

« On enquête parce que ce n'est pas normal qu'un bébé de 5 semaines décède comme

« On enquête parce que ce n'est pas normal qu'un bébé de 5 semaines décède comme ça. »

— Daniel Lacoursière, agent de police.

aux enquêteurs des crimes majeurs pour tenter de faire la lumière sur ce drame.

Une autopsie sera pratiquée en début de semaine sur le corps du nourrisson afin de tenter de déterminer

ça », a indiqué l'agent Daniel Lacoursière.

Pour l'instant, rien ne permet de conclure qu'il s'agit d'un incident criminel.

« Si le coronar nous dit que c'est accidentel, on ferme le

dossier, mais si c'est criminel, toutes les démarches qui devaient être faites auront été accomplies », a ajouté l'agent Lacoursière.

Le père en état de choc

Les policiers ont longuement interrogé les quatre personnes qui étaient dans l'appartement au moment du drame, soit les deux parents du bébé et deux autres membres de la famille. Ceux-ci étaient toujours questionnés par les policiers en soirée. En état de choc, le père du poupon a dû être menotté et escorté à l'extérieur du bâtiment afin de se calmer. Une fois son agitation passée, il a été relâché.

L'événement est survenu dans un immeuble de 10 étages abritant une centaine de logements, dans l'arrondissement de Saint-Laurent.

La dizaine de voisins rencontrés ignoraient tout du drame, se disant même surpris de voir des policiers dans leur immeuble, habituellement tranquille.

Une voisine a simplement dit avoir vu un homme sortir menotté et trois femmes escortées de policiers, mais ignorait de quoi il en retournait.

« De toute façon, je ne veux pas le savoir », a-t-elle dit avant de s'engouffrer en coup de vent dans le bâtiment.



La toute nouvelle Civic DX 2012

En location

192 \$*
48 mois

Transport et préparation inclus

0 \$
comptant

En prime



Venez la commander
dès maintenant

INSURANCE INSTITUTE
FOR HIGHWAY SAFETY

« La Civic berline choisie voiture la plus sécuritaire de sa catégorie en 2011. »

J.D. Power and Associates

« Le véhicule compact ayant obtenu, ex æquo, la cote la plus élevée concernant la qualité initiale aux États-Unis en 2011 »†

L'Association des concessionnaires Honda du Québec

hondaquebec.ca

0,9% sur modèles sélectionnés d'Accord et de CR-V 2011

*Les Civic 2012 actuellement arrivés chez les concessionnaires sont pour fins de démonstration et d'essai routier. Les clients sont invités à venir en faire l'essai et à commander la Civic 2012 de leur choix. L'offre de location-bail est faite par Services Financiers Honda Inc. (SFHI), sur approbation de crédit. Cette offre porte sur la Civic berline DX manuelle 2012 neuve (modèle FB2E2CEX). Franchise de kilométrage de 96 000 km; frais de 0,12 \$ le kilomètre excédentaire. Transport et préparation de 1 399 \$ inclus. Prix à l'achat pour ce véhicule : 16 385 \$, transport et préparation inclus. La carte d'essence de 1 000 \$ est applicable à l'achat ou à la location d'une Civic 2012 neuve, livrée avant le 30 novembre 2011. Les taxes, droits, assurances et immatriculation sont en sus. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Offres valides seulement pour les résidents du Québec chez les concessionnaires Honda du Québec participants. Offres d'une durée limitée sujettes à changement sans préavis par le manufacturier et sans remboursement. Photos à titre indicatif seulement. Voyez votre concessionnaire Honda pour plus de détails. †La Honda Civic a obtenu, ex æquo, le plus bas nombre de problèmes par 100 véhicules dans la catégorie des véhicules compacts du sondage américain de la ligne J.D. Power and Associates concernant la qualité initiale pour l'année 2011. Le sondage est basé sur les réponses de 73 790 propriétaires de véhicules aux États-Unis et celui-ci évalue la performance de 234 modèles en mesurant l'opinion des propriétaires après une période de 90 jours suivant l'achat du véhicule. Les résultats de ce sondage appartiennent à J.D. Power and Associates et sont basés sur l'expérience et la perception des propriétaires ayant participé au sondage effectué au mois de mai 2011. Votre expérience pourrait être différente. Visitez le site Web jdpower.com.

L'utilisateur, le payeur et le citoyen



**PATRICK
LAGACÉ**
CHRONIQUE

Le concept de l'utilisateur-payeur est formidable, en théorie. Tu utilises un service public? Tu le paies. Tu ne l'utilises pas? Eh bien, tu ne paies pas. Tu utilises le pont? Paie pour le pont, qu'est-ce qu'un petit dollar par passage, après tout...

Mais quand on commence à se poser des questions sur ce concept, les réponses sont moins formidables.

Ainsi, dans le scénario qui nous occupe, éventé par *La Presse*, qui prévoit un péage sur les ponts Jacques-Cartier et Champlain, c'est l'évidence: les citoyens de la Rive-Sud, pour circuler entre leur domicile et Montréal, devront payer.

Mais pour aller à Montréal, ceux de la couronne nord n'auront pas, eux, à payer.

Je sais, je sais: par une de ces curiosités du régime fédéral chapeautant un tas de

juridictions en ce pays, les ponts Jacques-Cartier et Champlain sont gérés (et financés) par Ottawa. Les ponts enjambant la rivière des Prairies, eux, sont de juridiction provinciale. Mais au final, même si c'est absurde de le rappeler: les citoyens

Il faudra m'expliquer pourquoi les utilisateurs des routes de la région de Montréal sont, pour l'instant, les seuls qu'on veut transformer en payeurs.

n'«appartiennent» ni à Québec ni à Ottawa.

Mais je vais être de bonne foi et je vais concéder ceci: un jour, prochainement, les ponts de la couronne nord seront eux aussi soumis à des péages. L'inégalité entre citoyens – pardon, entre utilisateurs – du 450-nord et du 450-sud ne sera que passagère.

Reste que si on veut pousser la logique de l'utilisateur-payeur jusqu'à sa destination finale, il faudra m'expliquer pourquoi les utilisateurs des routes de la région de Montréal sont, pour l'instant, les seuls qu'on veut transformer en payeurs.

Un exemple: au nom de ce principe, pourquoi je paierais, avec mes taxes et impôts, moi, citoyen de Rosemont, la réfection et l'entretien de la route qui traverse l'archipel des Îles-de-la-Madeleine?

Je ne réside pas là-bas, après tout.

d'utilisateur-payeur –, alors qu'avec la taxation, celui qui acquitte les taxes ne va pas forcément utiliser les services financés par ces taxes.»

C'est formidable, de ne payer un service que lorsqu'on l'utilise. Mais le principe devrait commencer, et finir, où?

Le concept de l'utilisateur-payeur, en cette ère de crise des finances publiques, a la cote partout dans le monde. En Australie, par exemple, on se demande s'il ne faudrait pas l'appliquer aux vieux, dans la version «Down Under»

maison de M. Gene Cranick, résidant du Tennessee, a pris feu. Il a signalé le 9-1-1. Les pompiers sont venus. Mais ils ont laissé la maison flamber sans tenter d'éteindre le feu: M. Cranick n'avait pas payé le «tarif» incendie du comté local: 75\$ par année. *No pay, no spray*, qu'ils disent...

Autre exemple: si je n'ai pas d'enfant d'âge scolaire, pourquoi paierais-je pour l'école? Je n'«utilise» pas l'école. Pourquoi devrais-je payer pour les profs, pour le matériel scolaire, pour les édifices?

Oui, bon, on peut toujours arguer que je profite de l'école, parce que l'école produit des citoyens bien formés pour faire face aux défis de la société. Encore faut-il penser que le citoyen, dans la société, a préséance sur le «payeur», le consommateur. Ce dont je ne suis pas certain...

Au fond, ce débat sur l'utilisateur-payeur, qu'on ne fait qu'à la sauvette, comme dans le cas des ponts Champlain et Jacques-Cartier, pose une question plus globale: à quoi ça sert, une société? Et, bien sûr, la différence entre un utilisateur et un citoyen, existe-t-elle encore?

Étudier en anglais au Québec est une aubaine pour les Français

EXCLUSIF

PASCALE BRETON

Le nombre de Français qui viennent étudier en anglais dans une université québécoise, en payant les mêmes droits de scolarité que les Québécois, a bondi au cours des dernières années.

En vertu d'une entente entre la France et le Québec, conclue en 1978, les étudiants français inscrits dans une université québécoise sont exonérés des droits de scolarité normalement majorés pour les étudiants étrangers.

Au cours des cinq dernières années, le nombre d'étudiants français a constamment augmenté, révèlent les statistiques compilées par le ministère de l'Éducation. Ils sont aussi plus nombreux à s'inscrire dans des programmes en anglais.

«C'est préoccupant», déclare la députée de Taillon et porte-parole de l'opposition en matière d'enseignement supérieur, Marie Malavoy. «Les contribuables québécois ne voudront pas payer, à juste titre, pour que des étudiants français viennent apprendre l'anglais à nos frais.»

À HEC Montréal, les Français sont surreprésentés au baccalauréat trilingue en administration des affaires, un programme en français, anglais et espagnol.

«Nous avons beaucoup de Français dans notre programme régulier, mais c'est certain que dans notre programme trilingue, c'est spectaculaire parce qu'ils représentent plus



PHOTO ANDRÉ TREMBLAY, ARCHIVES LA PRESSE

Au baccalauréat trilingue en administration des affaires de HEC Montréal, les Français représentent plus de la moitié de la classe de cette année.

de la moitié de la classe cette année», souligne le directeur des activités internationales à HEC Montréal, Federico Pasin. Il précise qu'environ

ajoute M. Pasin. «Si on rajoute que les Français peuvent apprendre l'anglais ici, on devient une très bonne option pour eux.»

Les universités québécoises développent de plus en plus de programmes avec des cours en anglais, particulièrement aux cycles supérieurs,

«C'est préoccupant. Les contribuables québécois ne voudront pas payer, à juste titre, pour que des étudiants français viennent apprendre l'anglais à nos frais.»

— Marie Malavoy, porte-parole du PQ en matière d'éducation supérieure

150 diplômés sortent du programme chaque année.

En France, fréquenter une école de gestion coûte des milliers d'euros annuellement,

À compter de l'automne prochain, le baccalauréat en administration des affaires sera également offert dans un programme bilingue.

pour recruter des étudiants étrangers.

Avec son baccalauréat bilingue, HEC souhaite ainsi courtiser les étudiants du Canada

anglais, des États-Unis et de la Chine, notamment. Mais l'administration s'attend aussi à recevoir de nombreuses demandes d'étudiants français.

Tous programmes confondus, le nombre d'étudiants français inscrits à l'école des HEC a augmenté de 40 % entre 2006 et 2010.

À l'Université McGill, le nombre de Français a augmenté de 65 % et à l'Université Concordia, de 42 %.

Dans les universités anglophones, les étudiants français demeurent toutefois minoritaires, comme le souligne Alan Hochstein, doyen intérimaire de l'école de gestion John-Molson, de l'Université Concordia.

«Cette année, on compte 210 étudiants français à John-Molson sur les 8000 étudiants au total.»

À la grandeur du Québec, entre 2006 et 2010, le nombre d'étudiants français est passé de 6418 à 8798.

À titre comparatif, le nombre de Québécois qui étudient en France en vertu de la même entente, soit dans le cadre d'un échange universitaire ou avec un visa de long séjour, a à peine augmenté, passant de 1043 à 1093 étudiants.

Au printemps 2008, le Parti québécois avait critiqué ces dérives au sujet de l'entente entre la France et le Québec qui permet aux Français d'étudier en anglais à moindre coût. La ministre de l'Éducation de l'époque, Michelle Courchesne, avait reconnu que la situation était inquiétante. Mais rien n'a changé depuis.

«La réflexion se poursuit au ministère de l'Éducation. Il y a eu des échanges avec le ministère des Relations internationales, mais pour l'instant, il n'y a pas eu de modification à l'entente», explique Dave Leclerc, attaché de presse de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp.

Faites-vous votre âge?



CE SOIR 21 h
**LES ÂGES
DÉBOUSSOLÉS**

telequebec.tv

DES ÉTERNELS ADOLESCENTS AUX AÎNÉS HYPERACTIFS,
PORTRAIT D'HOMMES ET DE FEMMES QUI NE FONT PAS
LEUR ÂGE.



Télé-Québec
L'AUTRE TÉLÉ

ACTUALITÉS



PHOTO HUGO-SÉBASTIEN AUBERT, LA PRESSE

Excédés par les problèmes d'itinérance et de toxicomanie, des occupants de la première heure ont annoncé hier soir qu'ils partaient, estimant perdre leur temps à gérer des crises quotidiennes.



PHOTOS EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Cette fin de semaine, les indignés ont démantelé leurs structures en bois pour éviter d'être évincés par la Ville.

Nuit d'enfer pour les indignés

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Bagarres en série, menaces de mort, tente convertie en piquerie: Occupons Montréal a vécu une dure fin de semaine alors que plusieurs conflits violents ont éclaté samedi et hier. Plusieurs indignés de la première heure ont décidé de quitter le square Victoria, mais un noyau dur souhaite sauver ce qui reste du mouvement en expulsant ceux qu'ils qualifient «d'indésirables».

«C'est rendu trop dangereux, je m'en vais avant qu'il soit trop tard», a lancé l'un des occupants de la première heure, hier soir, alors qu'il pliait bagage. «On est là pour changer le système, mais on passe nos journées à faire du travail social.»

La présence maintenant majoritaire d'itinérants, de toxicomanes et de personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale provoque de plus en plus d'affrontements au square Victoria, occupé depuis le 15 octobre. Une série d'incidents survenus dans la nuit de samedi à hier a eu raison de la détermination de plusieurs d'entre eux.

Au moins trois bagarres ont éclaté et une des personnes qui tentait de mettre fin à la pluie de coups a été menacée à la pointe d'un couteau. D'autres personnes ont été menacées de mort. Les occupants ont

découvert hier matin une tente remplie de seringues et de condoms souillés. Bref, une piquerie improvisée avait vraisemblablement pris racine au square Victoria.

«On a un problème avec l'itinérance, la consommation de drogue, la sécurité la nuit et c'est la goutte qui fait déborder le vase», déplore Marc Laramée, présent depuis le début. Une véritable crise parmi les principaux organisateurs du mouvement a éclaté hier soir à la suite des incidents du week-end. Pendant

mais à la condition d'expulser les «indésirables». «Si ce n'est plus sécuritaire, ce n'est plus acceptable. Il faut qu'on puisse jeter des gens dehors», a notamment plaidé Marc Laramée.

Deux policiers sont toutefois arrivés sur place hier soir avant que le groupe ne passe à l'acte afin de calmer les esprits et empêcher que cette «opération de nettoyage», selon les termes d'un indigné, ne tourne à l'affrontement ouvert. Les occupants ont demandé une présence policière soutenue pour chasser les indésirables du

suffit pas à éloigner les indésirables, certains proposent d'entourer leur tente et de les forcer à quitter le campement.

La Ville de Montréal dit être au courant des problèmes créés par la présence grandissante d'itinérants et de toxicomanes. «C'est une situation qui nous préoccupe et on va examiner ça de très près au cours des prochains jours. Plusieurs incidents nous ont été rapportés par les occupants eux-mêmes et, même s'il n'y a pas eu d'arrestations, nous allons nous pencher sur la situation au

organismes spécialisés, ce qui n'est pas de façon des les aider ni d'améliorer leur état de santé», a ajouté Gonzalo Nunez.

Ces tensions au sein du mouvement surviennent alors que les indignés ont passé la fin de semaine à démanteler toutes leurs structures en bois pour éviter d'être évincés par la Ville. Les cols bleus de Montréal ont d'ailleurs rempli sept camions d'objets et de matériaux encombrants, hier.

Les indignés viennent également de se procurer sept tentes militaires pouvant accueillir chacune 10 personnes. Mais voilà, la toute première tente érigée a été vandalisée et démontée par un groupe qui n'acceptait pas d'être démanté pour lui faire place.

«Si la Ville de Montréal espérait que le froid nous chasse, elle va être déçue. Ces tentes sont conçues pour des températures allant jusqu'à moins 40», a affirmé hier Lila Tajeddine, alors qu'elle s'affairait à monter une tente avec un petit groupe de manifestants. Gonzalo Nunez a indiqué pour sa part que Montréal allait se «pencher sur la présence des tentes dites "de l'armée", mais de prime abord, la Ville ne voit pas d'un bon œil l'ajout de nouvelles installations au square Victoria».

— Avec Daphné Cameron

«C'est rendu trop dangereux, je m'en vais avant qu'il soit trop tard. On est là pour changer le système, mais on passe nos journées à faire du travail social.»

— Un occupant de la première heure

que plusieurs continuaient à consommer de l'alcool et des drogues dans la partie sud du square Victoria, une vingtaine d'indignés se sont rassemblés du côté nord pour tenter de trouver une solution aux problèmes d'itinérance et de toxicomanie.

Excédés, certains ont annoncé hier soir qu'ils partaient, estimant perdre leur temps à gérer des crises quotidiennes. D'autres qui menaçaient de partir ont fini par décider de rester,

mouvement, mais les agents ont expliqué qu'ils ne pouvaient d'un côté continuer à tolérer une partie des occupants et, de l'autre, en expulser certains.

Déterminé à ramener l'ordre dans le camp, le noyau des indignés a décidé de refuser de nourrir à partir d'aujourd'hui les gens qui ne prêtent pas main-forte à l'organisation du camp. Pour recevoir leur ration, les gens devront prouver qu'ils ont participé. Si cette mesure ne

cours des prochains jours», a indiqué Gonzalo Nunez, porte-parole de la Ville de Montréal.

La Ville préoccupée par la santé des itinérants

Montréal se dit également préoccupée pour la santé même des itinérants et toxicomanes. «Lorsque ces personnes se retrouvent au square Victoria ou y passent la nuit dans une tente, elles ne reçoivent pas l'aide qu'elles pourraient recevoir auprès des

EN BREF

GRC: les sorties contrôlées par le gouvernement

Le gouvernement Harper aurait pris le contrôle des relations de presse de la Gendarmerie royale du Canada (GRC), selon un document obtenu par le *Toronto*

Star. Le quotidien torontois indique avoir obtenu copie d'une nouvelle politique de communication du corps policier fédéral. Celle-ci prévoit que «tout ce qui pourrait attirer l'attention des médias nationaux» doit recevoir l'approbation du ministère de la Sécurité publique avant d'être rendu public. — Pierre-André Normandin




TL 2012

Était ~~579\$~~ /mois

539\$ PAR MOIS

0\$ COMPTANT

25 MOIS DE LOCATION

0,25% TAUX DE LOCATION 25 MOIS

41 485\$** Transport, préparation et taxe sur climatiseur inclus.

+ 25 MOIS D'ENTRETIEN SANS FRAIS

INCLUANT DE SÉRIE:

Moteur V6 VTEC[™] de 3,5 litres, 280 chevaux | Boîte automatique à 6 vitesses avec sélecteur de vitesses sur le volant et contrôle logique de l'inclinaison | Toit ouvrant vitré électrique avec dispositif d'inclinaison et fonction d'ouverture/fermeture automatique | Roues en alliage de 17 pouces | Sièges en cuir chauffants | Chaîne sonore de 276 watts, à 8 haut-parleurs, changeur de 6 disques, compatibilité MP3/WMA/XM[™] Dolby[™] Pro Logic[™] avec caisson d'infragraves | Interface mains libres HandsFreeLink[™] Bluetooth[™] avec affichage d'annuaire téléphonique | Phares antibrouillards | Et bien plus...




2500, boul. Chomedey, Laval

450 682-4050


f ACURALAVAL.COM



** Taxes en sus. Photo à titre indicatif seulement. Détails chez Acura de Laval.



C'est aussi du ski de fond




Vêtements

Équipements

Accessoires

Sorties de ski de fond et de raquette



Montréal

4452, rue Saint-Denis

Métro Mont-Royal

Longueuil

1085, chemin Chambly

Près du cégep Édouard-Montpetit

www.boutiquecourir.com

Délogement musclé en Californie

Des indignés aspergés au poivre de Cayenne directement dans les yeux et la bouche

NICOLAS BÉRUBÉ

LOS ANGELES — Les appels à la démission de la rectrice d'une université californienne se sont multipliés, hier, alors que la direction de l'établissement a suspendu deux policiers ayant déchargé leur arme au poivre de Cayenne sur des manifestants assis, vendredi.

Les images de la confrontation de vendredi ont été vues à travers le monde, et ont plongé l'Université de Californie à Davis (UC Davis) dans la tourmente. Samedi, l'Association des facultés de l'université a demandé la démission de la rectrice, Linda Katehi.

« Des étudiants et des membres de la faculté ont été aspergés de poivre de Cayenne directement dans les yeux et la bouche, battus, traînés par les bras et menottés. Cette violence non provoquée est disproportionnée et excessive », dit l'association, dans un communiqué.

Plus de 40 000 personnes ont signé une pétition en ligne demandant à M^{me} Katehi de quitter ses fonctions.

Hier, le président de l'Université de Californie, Mark G. Yudof, a dit être « consterné » par les images des policiers aspergeant de poivre de Cayenne des étudiants assis par terre.

« Je compte faire tout en mon pouvoir en tant que président de cette université pour protéger le droit de nos étudiants et de notre personnel à prendre part à des manifestations non violentes », a-t-il noté.

Dix arrestations

Vendredi après-midi, la police de UC Davis a



Cette image est tirée d'une vidéo prise par un témoin de la scène et mise en ligne sur YouTube. Vendredi après-midi, la police de UC Davis, à 130 kilomètres de San Francisco, a copieusement aspergé de poivre de Cayenne une douzaine de manifestants assis, pendant qu'environ 200 curieux regardaient la scène, l'air ébahi.

PHOTO THOMAS K. FOWLER, AP

entrepris de déloger des indignés qui campaient sur le terrain de l'université, située à 130 kilomètres à l'est de San Francisco. Une fois les tentes démontées,

Cayenne, pendant qu'environ 200 curieux regardaient la scène, l'air ébahi.

La plupart des manifestants arrosés par le jet de poivre baissaient la tête et ne

scandé les personnes présentes, selon une des vidéos de l'événement diffusées sur YouTube.

Plusieurs manifestants ont été conduits à l'hôpital. Dix

« J'ai vu un étudiant cracher du sang 45 minutes après qu'on l'eut aspergé de poivre de Cayenne directement dans la gorge. »

— Nathan Brown, professeur adjoint au département d'anglais de UC Davis

une douzaine d'étudiants se sont assis par terre et ont formé une chaîne humaine. Ils étaient immobiles et silencieux. Peu après, les policiers ont décidé de les asperger de poivre de

bougeaient pas. Des témoins ont rapporté avoir vu des policiers ouvrir les yeux et la bouche des manifestants afin d'asperger le produit de façon plus directe.

« Honte à vous ! » ont

personnes ont été arrêtées durant l'opération.

Présent à la manifestation, Nathan Brown, professeur adjoint au département d'anglais de UC Davis, demande à la rectrice de quitter ses fonctions.

« J'ai vu un étudiant cracher du sang 45 minutes après qu'on l'eut aspergé de poivre de Cayenne directement dans la gorge, écrit-il dans une lettre ouverte. Voilà ce qui est arrivé. Vous êtes responsable. »

La rectrice Katehi a dit avoir donné l'ordre aux policiers de déloger les manifestants. Samedi, elle a mis sur pied un comité chargé de faire la lumière sur les événements survenus la veille.

« J'ai parlé avec des étudiants en fin de semaine et je comprends leur colère. Je suis profondément attristée par ce qui s'est produit sur le campus et je prends l'entière responsabilité de l'incident. Je m'engage à prendre des actions afin que cela ne se reproduise plus. »

M^{me} Katehi a dit à l'Associated Press ne pas avoir l'intention de démissionner. Des représentants de l'université n'ont pas rappelé *La Presse*, hier.

La décision d'employer du poivre de Cayenne a été prise sur place, par les policiers, qui se sentaient « pris au piège par les manifestants », a dit la direction de l'université.

Or, plusieurs vidéos montrent les policiers en train de marcher librement autour des manifestants, qui ne parlaient pas et n'agissaient pas de manière provocante.

Samedi soir, au lendemain de l'incident, environ un millier d'étudiants ont manifesté devant les locaux de la rectrice.

Une conférence de presse menée par la M^{me} Katehi doit avoir lieu aujourd'hui sur le campus, où des étudiants comptent organiser une manifestation pour réclamer son départ.

Célébrez les économies

Fido vous permet de parler et texter sans soucis

CitéFido^{MC}
35\$
par mois¹

Appels et textos
illimités
en tout temps

+ Textos internationaux illimités

FidoTROC^{MC}
Échangez votre téléphone
et épargnez sur l'un de
ces appareils propulsés
par AndroidTM



Sony Ericsson
Xperia Pro
0\$ 30\$

LG
Optimus 2X
50\$ 75\$

Samsung
Galaxy Q^{MC}
50\$

avec Entente Fido
de 2 ans

avec certaines Ententes Fido de 3 ans²

Utilisez vos minutes dans toutes les zones CitéFido. Des frais d'interurbain peuvent s'appliquer.

Encore plus de raisons d'aimer votre Fido. C'est le temps de changer.

Consultez fido.ca, passez en magasin ou appelez au 1-866-301-3436.



ACTUALITÉS

ENQUÊTES DE LA CCQ SUR LES DÉBRAYAGES ILLÉGAUX

Un syndicat rappelle à ses membres qu'ils ont droit au silence

VINCENT LAROUCHE ET PAUL JOURNET

Un des deux gros syndicats de l'industrie de la construction, dont les membres avaient débrayé pour protester contre le projet de loi 33, affirme ne pas être obligé de collaborer avec la Commission de la construction et demande à ses membres de signaler toute visite d'enquêteurs aux agents d'affaires syndicaux.

Cette démarche du Conseil provincial (International) des métiers de la construction ne risque pas d'améliorer ses relations avec Diane Lemieux, présidente de la Commission de la construction (CCQ), qui a lancé plusieurs enquêtes sur les débrayages de la fin octobre.

« Nous sommes informés que des inspecteurs,

enquêteurs et autres représentants de la Commission de la construction du Québec (CCQ) ont récemment entrepris des démarches auprès de salariés et représentants syndicaux afin de recueillir des informations au sujet de

cette démarche, malgré ce que ces personnes peuvent vous laisser croire par des paroles ou des gestes visant à vous convaincre du contraire. Si vous êtes éventuellement visé par une telle démarche de la CCQ, veuillez immé-

diatement en aviser votre gérant ou l'un des agents d'affaires, soit directement ou par l'intermédiaire de votre délégué de chantier», conclut le texte.

« Pour nous c'est clair. Écoutez: la police, sans mandat, peut-elle vous interroger?

« Tout ce qu'on veut, c'est protéger nos gens. On ne leur dit pas de ne pas parler, on leur dit qu'ils ne sont pas obligés. » — Donald Fortin, directeur général du Conseil provincial des métiers de la construction

« Soyons informés que vous n'êtes pas légalement forcés ou obligés de vous prêter à

certains événements qui se seraient produits durant les dernières semaines sur divers chantiers», prévient le Conseil provincial dans un message à ses membres.

« Soyons informés que vous n'êtes pas légalement forcés ou obligés de vous prêter à

dit pas de ne pas parler, on leur dit qu'ils ne sont pas obligés. Le problème, avec la Commission de la construction, c'est qu'elle a supposé un paquet d'inspecteurs qui sont comme police, mais pas police, inspecteurs, mais pas inspecteurs, membres de

Marteau mais pas vraiment membres... donc on a averti nos travailleurs d'être prudents», dit-il.

La CCQ incite au dialogue

Rappelons que le projet de loi 33 prévoit l'abolition du placement syndical et modifie la composition du conseil d'administration de la Commission de la construction. Les deux gros syndicats (FTQ-Construction et Conseil provincial) y sont vigoureusement opposés, alors que les plus petits syndicats (CSN-Construction, CSD-Construction, SQC) y sont plutôt favorables.

L'adjoint de Diane Lemieux, Louis-Pascal Cyr, dit respecter le droit au silence des travailleurs, mais incite tout de même au dialogue. « La première chose qu'on rappelle aux gens lors d'une intervention, c'est le droit au silence. Mais la loi est là dans l'intérêt général. Notre travail est d'enquêter lorsqu'il y a une plainte et toute collaboration en ce sens est productive», dit-il.

Rappelons que la CCQ a déjà reçu 360 plaintes relativement à de possibles débrayages illégaux et actes d'intimidation dans le cadre des protestations contre le projet de loi 33.

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers et s'appliquent aux modèles neufs berline CTS à transmission automatique 2012 (60N657/58N600) et SRX 7A 2012 (6N2651/53A). Les frais liés à l'inscription au ROPRM, si applicables, et les droits sur les prêts sont en sus et payables à la livraison. Le modèle illustré peut comprendre certaines caractéristiques offertes en option à un coût supplémentaire. 1. Aucun achat requis. Le concours s'adresse aux résidents du Québec qui possèdent un permis de conduire valide et qui ont atteint l'âge de la majorité dans leur province de résidence. Le concours débute le 1^{er} novembre 2011 et se termine le 10 janvier 2012. Les rabais comprennent les taxes et ne s'appliquent qu'à l'achat ou à la location de véhicules neufs 2011 ou 2012 de GM, à l'exception de la Chevrolet Volt, provenant des stocks d'un concessionnaire et livrés au plus tard le 10 janvier 2012. Les chances de gagner ne sont pas les mêmes pour tous les prix. Les personnes potentiellement gagnantes doivent répondre au préalable à une question réglementaire. Exemples des probabilités gagnantes: un rabais de base de 10000 \$: 1 chance sur 1; un rabais total de 10000 \$: 1 chance sur 10000 (les rabais totaux comprennent le rabais de base de 10000 \$); Remède-vous chez votre concessionnaire GM, visiter gm.ca ou composez le 1 800 463-7483 pour obtenir le règlement complet du concours. 2. Prix à l'achat de 36 146 \$ pour CTS et de 42 817 \$ pour SRX. Paiements mensuels basés sur une location de 48 mois, à un taux de location de 2,9% pour la berline CTS et de 3,4% pour le SRX. Sur approbation de crédit de la Financial Corp. Corporation. Limite annuelle de 20000 km; 0,20 \$ par kilomètre excédentaire. Première mensualité exigible à la livraison. Aucun dépôt de sécurité requis. Transport (1500 \$) et taxe de climatisation (1000 \$) inclus. Immobilisation, assurance, droits et taxes en sus. Comprenez un rabais devant vous de 1500 \$ pour la berline CTS. Ce rabais est un crédit de livraison offert au concessionnaire par le fabricant et est offert aux particuliers seulement. 3. Programme Entretien supérieur de Cadillac, sans frais de 4 ans ou 80000 km. Selon la première éventualité. Ces offres sont exclusives aux concessionnaires du Québec. Elles ne peuvent être combinées avec aucune offre ni aucun autre programme incitatif d'achat, à l'exception des programmes de la Centre GM, de prime pour étudiants et de GM Mobility. La GMCC se réserve le droit de modifier, de prolonger ou de supprimer ces offres, en tout ou en partie, à tout moment et sans préavis. Le concessionnaire peut vendre ou louer à prix moindre. Une commande ou un échange entre concessionnaires peut être requis. Pour de plus amples renseignements, passez chez votre concessionnaire, composez le 1 888 445-2000 ou visitez gm.ca.

BERLINE CTS 2012

489 \$²/MOIS

LOCATION DE 48 MOIS

3000 \$ DE COMPTANT. COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



TOUCHEZ, GAGNEZ
JUSQU'À 10 000 \$ DE RABAIS ADDITIONNEL À L'ACHAT OU À LA LOCATION¹

SRX 2012

556 \$²/MOIS

LOCATION DE 48 MOIS

3000 \$ DE COMPTANT. COMPREND LE TRANSPORT ET LA TAXE DE CLIMATISATION



PROFITEZ DES AVANTAGES DU PROGRAMME ENTRETIEN SUPÉRIEUR DE CADILLAC³

CADILLAC DE LAVAL
2800, BOULEVARD CHOMEDEY
450 681-0028

DESCHAMPS SAINTE-JULIE
333, BOULEVARD ARMAND-FRAPIER
450 649-9333

LE RELAIS MONTRÉAL
9411, AVENUE PAPINEAU
514 384-6380

VISION LA PRAIRIE
150, BOULEVARD TASCHEREAU
450 659-5471

CHALUT JOLIETTE
250, BOULEVARD ANTONIO-BARRETTE
514 861-4859

GRAVEL ÎLE-DES-SŒURS
1000, BOULEVARD RENÉ-LÉVESQUE
514 769-5353

PLAZA SAINT-LAURENT
10480, BOULEVARD HENRI-BOURASSA O
514 332-1673

Cadillac
offrescadillac.ca

Les YMCA du Québec remettent plusieurs prix pour la paix

LA PRESSE

Les YMCA du Québec ont remis plusieurs prix cette fin de semaine pour souligner l'engagement de groupes et d'individus lors de la 25^e cérémonie de remise des Médailles de la paix.

Drew Steeves a reçu le prix Jeune pacificateur pour avoir mis sur pied le groupe Zero Force qui a effectué une randonnée en vélo de 7500 km à travers le Canada afin d'amasser des fonds pour venir en aide aux enfants soldats. Le retraité Raoul Lincourt a été nommé

Bénévole pour la paix afin de souligner son engagement au Centre de services de justice réparatrice qui rassemble des détenus et leurs victimes.

Divers organismes ont aussi été récompensés. Le Projet de médiation urbaine de la Petite-Bourgogne, dont les médiateurs sillonnent les rues du quartier pour désamorcer les conflits dans le milieu des gangs de rues, a reçu le prix de l'Initiative locale pour la paix. L'Initiative internationale pour la paix a été remise au groupe Equitas, qui offre un programme de formation aux droits humains.

Le Collège Dawson a quant à lui reçu un prix Coup de cœur pour s'être fixé comme responsabilité d'agir conformément au Manifeste 2000 pour une culture de la paix et de la non-violence des Nations Unies, à la suite de la fusillade survenue sur son campus en 2006.

Les YMCA du Québec ont également remis leur médaille honorifique à Richard J. Renaud, président du conseil et fondateur de Wynnchurch Capital, pour son engagement dans plusieurs organismes, dont Centraide.

EN BREF

Les Canadiens ne sont pas obsédés par la météo

Un sondage commandé par Environnement Canada laisse entendre que tous les Canadiens ne sont pas obsédés par le temps qu'il fait. Et au plan provincial, les Québécois seraient moins nombreux que les autres citoyens à s'intéresser aux prévisions météo. Soixante-dix pour cent des répondants au coup de sonde ont indiqué qu'ils vérifiaient les prévisions météo plus ou moins chaque jour. Toutefois, seulement 63% des répondants avouent que le bulletin météo est important à leurs yeux. Et alors que 79% croient que

l'exactitude des prévisions d'un météorologue est importante en matière de chute de neige, ce taux a perdu cinq points de pourcentage depuis 2002. «La plupart des Canadiens croient que les informations météorologiques qu'ils reçoivent leur donnent assez d'informations pour qu'ils puissent établir leurs plans», conclut l'étude. Le sondage téléphonique réalisé auprès de 2333 Canadiens a été effectué plus tôt cette année par Ekos Research afin de déterminer comment les contribuables réagissent aux alertes et aux prévisions météorologiques. Seul un résumé des résultats a été rendu public en ligne et la marge d'erreur n'était pas précisée. Le sondage a coûté 74 210 \$ au trésor public.

— La Presse Canadienne

NOUVEAUTÉ 2012

YARIS HATCHBACK CE 2012



Modèle SE illustré

Louez-la à partir de

203 \$

PAR MOIS
LOCATION 60 MOIS
0 \$ D'ACOMPTE

Transport et préparation inclus (droits, TPS et TVQ en sus)

LIQUIDATION 2011



Modèle XRS illustré

COROLLA 2011

RABAIS À L'ACHAT
COMPTANT
ALLANT JUSQU'À
3 817 \$*

COROLLA CE 2011
MANUELLE

16 840 \$*
- 2 194 \$*
14 646 \$

Les temps sont durs pour moi. Il y a de plus en plus de Toyota.



MATRIX 2011

RABAIS À L'ACHAT
COMPTANT
ALLANT JUSQU'À
3 847 \$*

MATRIX 2011 MANUELLE
À TRACTION AVANT

18 105 \$*
- 2 536 \$*
15 569 \$



Modèle Sport illustré

RAV4 2011

RABAIS À L'ACHAT
COMPTANT
ALLANT JUSQU'À
3 878 \$*

RAV4 2RM 2011

26 255 \$*
- 1 756 \$*
24 499 \$



Remise additionnelle disponible avec le programme



toyotaquebec.ca Pensez plus, dépensez moins[®]

LES CONCESSIONNAIRES DU QUÉBEC



Programmes de location au détail et de financement à l'achat de Toyota Canada inc. conditionnels à l'approbation du crédit par Toyota Services Financiers. L'immatriculation, les assurances, les taxes et les droits sont en sus. Sous réserve des conditions applicables, les offres s'adressent aux particuliers qui louent ou achètent un véhicule entre le 1^{er} et le 30 novembre 2011 chez un concessionnaire participant de la grande région de Montréal ou vous pouvez obtenir tous les détails. Le concessionnaire peut louer ou vendre à prix moindre. * L'offre de rabais à l'achat comptant allant jusqu'à 2 536 \$ (Matrix 2011 à traction avant), allant jusqu'à 3 817 \$ (Corolla S, XRS et LE 2011), allant jusqu'à 3 847 \$ (Matrix XRS et 4RM 2011) et allant jusqu'à 3 878 \$ (RAV4 4RM V6 2011) est valide pour ces modèles neufs en stock et pour tous les clients au détail qui achètent comptant ou qui financent leur achat avec Toyota Services Financiers (TSF) au taux effectif. Pour connaître les taux effectifs en vigueur, visitez le www.toyotaquebec.ca. Sauf exceptions, les clients qui optent plutôt pour un taux d'intérêt spécial offert par Toyota Canada dans le cadre d'un programme de taux d'intérêt promotionnels n'obtiennent pas ces rabais. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. * L'offre de rabais à l'achat de 1 756 \$ (RAV4 2RM 2011) et de 2 194 \$ (Corolla CE 2011 manuelle) est valide pour ces modèles neufs en stock et pour tous les clients au détail qui achètent comptant ou qui financent leur achat avec Toyota Services Financiers (TSF) à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. Les taxes s'appliquent sur le plein montant de l'achat après déduction du rabais. À titre d'exemple, un montant de 10 000 \$ financé sur 36 mois à un taux de 0 % donne des mensualités de 277,78 \$ pour des frais de crédit de 0 \$ et une obligation totale de 10 000 \$. * Offre applicable au modèle Yaris Hatchback CE 2012 (JTUD3M AA) de base neuf en stock. Franchise annuelle de 20 000 km. Frais de 0,07 \$ du kilomètre excédentaire. Le montant exigé avant le début de la période de location est de 203,39 \$. † Les prix suggérés du fabricant avant rabais des modèles Yaris Hatchback CE 2012 (JTUD3M AA), Corolla CE 2011 manuelle (BU42EM AA), Matrix 2011 manuelle à traction avant (HU4EEM AA) et RAV4 2RM 2011 (ZF4DVP AA) de base neufs en stock sont de 15 340 \$ / 16 840 \$ / 18 105 \$ / 26 255 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 350 \$ / 1 390 \$ / 1 390 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 0 \$ / 0 \$ / 100 \$. Les prix suggérés du fabricant avant rabais des modèles illustrés Yaris Hatchback SE 2012 (HTUS3M AA), Corolla XRS 2011 (BE40EM AA) et RAV4 2RM Sport 2011 (WF4DVP AA) neufs en stock sont de 20 440 \$ / 24 725 \$ / 30 005 \$, montants qui incluent des frais de transport et de préparation de 1 350 \$ / 1 390 \$ / 1 560 \$ et la taxe sur le climatiseur de 100 \$. † Une initiative de l'AQLPA soutenue par le gouvernement du Québec par l'intermédiaire du Fonds vert. Pour plus d'information, visitez le www.toyotaquebec.ca. ** La remise aux diplômés (jusqu'à 500 \$) peut différer selon le modèle. [®] Pensez plus, dépensez moins est une marque déposée de l'Association des concessionnaires Toyota du Québec.

ACTUALITÉS

PROJET DE GARE À MIRABEL

L'UPA dénonce l'expropriation de deux producteurs agricoles

BRUNO BISSON

Le milieu agricole de Mirabel accuse le maire Hubert Meilleur d'utiliser un projet de gare de train de banlieue pour justifier un empiètement de grande envergure dans la zone verte de l'ancienne paroisse de Saint-Janvier, à proximité de la route 117.

Après trois refus consécutifs de la Commission de protection du territoire agricole et du Tribunal administratif du Québec, la Ville de Mirabel s'est prévalu avec succès d'une clause qui lui permet d'étendre le périmètre urbanisé en bordure d'une rue qui était déjà desservie par un réseau municipal, avant l'entrée en vigueur de la Loi sur la protection du territoire agricole.

L'article 105 de la Loi est généralement utilisé pour compléter une construction en cours ou pour implanter des services publics. Dans le cas de Mirabel, dénonce le président du syndicat de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de Sainte-Scholastique-Mirabel, Réal Proulx, «ça va être la première fois que c'est utilisé pour construire un stationnement».

Deux producteurs ont ainsi reçu un avis de réserve foncière pour une partie de leur propriété, en vue de l'expropriation d'une bande de terrain de 120 mètres de largeur et de



PHOTO DAVID BOILY, ARCHIVES LA PRESSE

S'il n'en tient qu'au maire de Mirabel, Hubert Meilleur, la gare sera en service dès septembre 2012 et le train de banlieue de Blainville-Saint-Jérôme s'arrêtera enfin à Saint-Janvier, après avoir traversé sa ville sans s'arrêter depuis 2006.

plus de 260 mètres de longueur pour la construction d'une gare de train de banlieue et d'un stationnement de 400 places, en bordure de la rue Victor. Ces expropriations totalisent plus de 31 000 mètres carrés de terrain.

Un des producteurs expropriés, André Lapointe, a affirmé à *La Presse* qu'en plus de le priver de six arpents de terre de première qualité, la présence de cette gare touchera aussi durement ses activités et celles d'autres producteurs si Mirabel

va de l'avant avec le projet d'inclure une garderie dans l'espace de la nouvelle gare.

«Ça deviendrait un immeuble protégé, et en vertu des règles environnementales, on ne peut pas épandre de fumier dans un périmètre de 300 mètres autour de la gare. Ça veut dire que je n'aurais plus d'espace pour faire de l'épandage parce que le règlement m'oblige à disposer d'un hectare par tête de bétail. Dans la situation actuelle, mon troupeau devrait être réduit d'au

moins trois bêtes», explique ce producteur laitier de troisième génération, propriétaire de 85 vaches.

Solutions de rechange non envisageables

Joint par *La Presse*, le maire de Mirabel a confirmé avoir reçu un avis de conformité

a indiqué que les superficies expropriées visent surtout «à préserver l'avenir». Selon lui, le stationnement pourrait s'étendre jusqu'à 800 places dans une deuxième phase.

Quant au projet de garderie, qui était prévu dans le projet original de la gare, il pourrait être de nouveau mis de l'avant si un promoteur se montre intéressé.

«Le maire Meilleur n'a jamais voulu du train de banlieue quand le projet de gare se situait en zone urbanisée, dénonce Réal Proulx, de l'UPA. Il s'y intéresse maintenant parce que cela lui permet de faire une brèche dans un secteur protégé. Dans quelques années, la Ville de Mirabel va invoquer le fait que le milieu agricole est désstructuré, autour de la gare, pour justifier d'autres empiètements

«Le maire Hubert Meilleur n'a jamais voulu du train de banlieue quand le projet de gare se situait en zone urbanisée. Il s'y intéresse maintenant parce que cela lui permet de faire une brèche dans un secteur protégé.»

— Réal Proulx, président du syndicat de l'UPA de Sainte-Scholastique-Mirabel.

de la Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) relativement au projet de gare, en bordure de la rue Victor, dans la zone agricole. Le maire a assuré que les emplacements proposés par l'UPA en bordure de la rue Charles, dans la zone urbanisée de Saint-Janvier, ne sont pas envisageables.

Selon lui, la construction de la gare serait difficile en raison du cadre déjà bâti, et le stationnement aurait un nombre de places très limité. Interrogé pour savoir s'il est nécessaire d'acquérir 30 000 mètres carrés de terrain pour les 400 places de stationnement prévues, M. Meilleur

pour étendre le développement. À Mirabel, c'est une bataille constante.»

S'il n'en tient qu'au maire Meilleur, la gare sera en service dès septembre 2012 et le train de banlieue de Blainville-Saint-Jérôme s'arrêtera enfin à Saint-Janvier, après avoir traversé sa ville sans s'arrêter depuis 2006. L'Agence métropolitaine de transport, maître d'œuvre du projet de gare et de stationnement, devra toutefois mener de nouvelles études sur les chemins d'accès au lieu choisi par la municipalité. Le plan d'immobilisations de l'agence provinciale prévoyait des sommes de 5 millions pour la gare de Mirabel.

LES RENCONTRES LA PRESSE

VENDREDI 25 NOVEMBRE

COUVRIR LA POLITIQUE UN SPORT EXTRÊME

SOIRÉE ANIMÉE PAR
PATRICK LAGACÉ



JOËL-DENIS BELLAVANCE
CHEF DE BUREAU À OTTAWA



DENIS LESSARD
CHEF DE BUREAU À QUÉBEC



VINCENT MARISSAL
CHRONIQUEUR POLITIQUE



KATIA GAGNON
DIRECTRICE
DES ACTUALITÉS GÉNÉRALES

DATE LE VENDREDI 25 NOVEMBRE 2011

HEURE 19H30 OUVERTURE DES PORTES À 18H30

ENDROIT L'ASTRAL
305, RUE SAINTE-CATHERINE O., MONTRÉAL, MÉTRO PLACE-DES-ARTS

20\$
plus frais

BILLETTS DISPONIBLES À :

Billetterie de L'Astral • Comptoirs Ticketmaster
Par téléphone au 1 855 790-1245
En ligne au www.ticketmaster.ca
Admission générale

MOBILISATION CONTRE LA PAUVRETÉ



PHOTO EDOUARD PLANTE-FRÉCHETTE, LA PRESSE

Une cinquantaine d'adolescents se sont rassemblés en silence, hier après-midi, au square Phillips à Montréal pour dénoncer la pauvreté et la faim dans le monde. Durant près d'une heure, ils ont manifesté en silence avec du ruban adhésif sur la bouche afin de représenter les millions d'enfants réduits au silence sur la planète.

Un homme survit à un accident et se jette à l'eau

PIERRE-ANDRÉ NORMANDIN

Scène étrange hier après-midi à Valleyfield. Un conducteur qui venait de survivre à un accident de la route sur le pont reliant Salaberry-de-Valleyfield à Saint-Louis-de-Gonzague s'est jeté dans les eaux glaciales du canal Beauharnois.

Vers 14 h, deux voitures qui circulaient sur le boulevard Pie-XII sont entrées en collision sur le pont qui traverse la voie maritime du fleuve Saint-Laurent.

Heureusement, l'accident n'a causé que des blessures mineures aux deux occupants de l'un des deux véhicules accidentés.

Des témoins ont toutefois eu la désagréable surprise de voir le conducteur de l'autre voiture en sortir, enjamber le parapet et se jeter à l'eau.

Le pont a été fermé à la circulation et les pompiers appelés sur les lieux ont mené des recherches dans les eaux du canal Beauharnois pendant une partie de la journée, sans retrouver la trace de l'homme.

Résultats des tirages du : 2011-11-20									
3		8		D		R		R	
Triplex		14 18		26 27 31		4		756	
4		1219		Astro		Jour - Mois - Année - Signe		VIERGE	
22		MAI		10		1114933		Extra	
Résultats des tirages du : 2011-11-19									
649		03 04 14		47		08 24 31		27	
18 28 31		compl.		35 44 47		compl.		6536393	
Prochain gros lot (approx.) : 7 000 000 \$		Extra		2011-11-19		3208310		Extra	
Résultats des tirages du : 2011-11-18									
NAX		08 17 27 28 39 44 49		COMPL. 24		3208310		Extra	
17 lots de 1 million \$		SELECTIONS NON DÉCOMPOSABLES		01 03 06 11 26 36 43		01 07 08 09 10 15 26		01 04 08 17 19 29 32	
11 14 18 24 28 35 41		11 20 35 38 39 44 49		01 09 12 30 40 45 48		02 03 11 20 23 25 29		08 12 13 25 42 43 49	
02 07 10 11 20 31 35 41		02 03 11 20 23 25 29		20 22 28 31 36 40 44		Prochain gros lot : 21 000 000 \$ (APPROX.)			
01 09 18 21 39 42 48		02 07 12 17 25 36 42		08 12 13 25 42 43 49					
10 19 29 31 38 47 48		07 14 23 33 35 38 41							

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

LE TOUR DU GLOBE

BANGLADESH

Procès pour crimes de guerre

Un tribunal spécial du Bangladesh, chargé de juger des personnes accusées d'avoir commis des crimes de guerre pendant la lutte de libération contre le Pakistan en 1971, a ouvert ses travaux. Delwar Hossain Sayedee, 71 ans, membre du plus grand parti islamiste du pays, a été inculpé de 20 chefs d'accusation, dont crimes contre l'humanité, meurtre, génocide, incendie criminel, viol et conversion forcée d'hindous à l'islam. — AFP

ISRAËL

La liberté de presse menacée

Des centaines de journalistes ont dénoncé les menaces à la liberté de la presse, hier à Tel-Aviv. Cette manifestation sans précédent visait une campagne législative sous azimuts de l'extrême droite, ciblant les médias jugés trop critiques envers le pouvoir, la Cour suprême et des ONG classées à gauche. Le projet de loi permettrait d'infliger des amendes très lourdes à des médias attaqués en justice pour diffamation. — AFP

BRÉSIL

Une erreur a causé la fuite de pétrole

La société Chevron a admis hier avoir sous-estimé la pression d'une nappe pétrolière sous-marine avant de forer un puits, ce qui a mené à la fuite déversant entre 1590 et 15 899 litres de pétrole chaque jour dans l'océan, depuis le 7 novembre dernier. Les organismes régulateurs brésiliens affirment que plus de 416 400 litres de pétrole se sont déjà répandus dans l'Atlantique. — AFP



PHOTO AGENCE FRANCE-PRESSE
Fuite de pétrole au Brésil.

LE CHIFFRE DU JOUR

44

Les restes de 44 très jeunes enfants sacrifiés ont été découverts par des archéologues péruviens autour d'une tour funéraire d'un site datant d'environ 700 ans, avant l'époque des Incas, dans le sud du Pérou. Les enfants sacrifiés ont été enterrés par deux dans des paniers funéraires autour de la tour funéraire sur le site de Sillustani, dans la région andine de Puno. Les fouilles ont révélé que les sacrifices d'enfants se sont produits dans un contexte de guerre. — AFP

Le Congrès se fait lancer des tomates

Les élus américains sont moins populaires que Richard Nixon durant le Watergate



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE
NEW YORK

La tomate est un fruit, sauf si on l'étend sous forme de sauce sur une pointe de pizza, auquel cas celle-ci peut alors être comptée comme un légume lorsque servie dans les cafétérias scolaires américaines.

C'est du moins ce qu'a décrété la semaine dernière le Congrès des États-Unis, après avoir cédé aux pressions du lobby des aliments surgelés, qui luttait contre les nouvelles règles de l'administration Obama pour combattre l'obésité chez les écoliers.

«Je ne manque jamais de matériel lorsque le Congrès est en session», ironisait Will Rogers, célèbre humoriste du début du XX^e siècle.

Avant lui, l'écrivain Mark Twain disait, en parlant des élus qui siègent au Sénat et à la Chambre des représentants: «Supposons que vous êtes un idiot. Et supposons que vous êtes un membre du Congrès. Mais je me répète.»

Les pointes de Rogers et Twain prouvent que le Congrès des États-Unis suscite la dérision depuis longtemps. Mais le parlement bicaméral du gouvernement fédéral américain suscite aujourd'hui un mépris inégalé dans l'histoire moderne. Seulement 9% des Américains l'approuvent, selon un sondage réalisé le mois



PHOTO YURI GRIPAS, AFP

Les élus à Washington ont plié devant le lobby de la pizza surgelée.

dernier pour le compte du *New York Times* et de CBS News.

Le Congrès est donc moins populaire que Paris Hilton (15%), BP durant la marée noire de 2010 (16%), l'industrie pétrolière et gazière (20%), les banques (23%), Richard Nixon durant le Watergate (24%), les avocats (29%), l'industrie aérienne (29%) et le fisc (40%), selon divers sondages crédibles

colligés par le *Washington Post* la semaine dernière.

Impasse sur la dette
Mince consolation: le Congrès n'est pas plus détesté par les Américains que le président vénézuélien Hugo Chavez (9%) et l'ancien dictateur cubain Fidel Castro (5%). La propension du Congrès à se soumettre à divers lobbys, dont celui de la pizza surgelée,

n'est pas la seule cause de son impopularité actuelle. L'incapacité de ses membres à surmonter leurs divisions partisans et idéologiques est aussi un facteur.

Incapacité qui a été démontrée de façon éclatante et consternante, l'été dernier, lors du bras de fer autour du relèvement du plafond de la dette. Incapacité qui devrait à nouveau faire les manchettes cette semaine alors qu'une «super commission» bipartite a en principe jusqu'au 23 novembre pour trouver des façons de réduire de 1500 milliards les déficits sur 10 ans, somme qui s'ajouterait aux 917 milliards d'économies déjà décidées par l'accord du mois d'août sur le relèvement du plafond de la dette.

Cet accord, faut-il le rappeler, avait été jugé tellement insuffisant que l'agence Standard & Poors avait décidé, le 5 août, de dégrader la note AAA de la dette des États-Unis, une première historique. Or, tout indique que la «super commission», créée dans le cadre de l'accord d'août et composée de 12 membres (6 démocrates et 6 républicains), ne parviendra pas à s'entendre avant le 23 novembre.

Cet automne comme l'été dernier, républicains et démocrates butent sur les mêmes écueils. Les républicains s'opposent à toute réduction de l'endettement qui passerait par un relèvement des impôts, alors que les démocrates insistent sur une approche «équilibrée» qui combine des réductions budgétaires et des augmentations de recettes fiscales.

Les agences de notation prêtes à sévir

S'il faut se fier aux sondages, les Américains préfèrent la position des démocrates, mais les élus républicains ne semblent pas vouloir déroger à ce qui est devenu pour eux un dogme.

À défaut d'une entente entre les membres de la super commission, des coupes automatiques dans les dépenses militaires et de santé à hauteur de 1200 milliards seront enclenchées.

Une telle issue ne serait pas aussi dramatique que l'aurait été l'échec des négociations en août. Faute d'un accord sur le relèvement du plafond de la dette, les États-Unis n'auraient plus eu les moyens d'emprunter pour honorer leurs engagements.

Mais les agences de notation ont indiqué qu'elles suivraient avec attention les travaux de la super commission pour voir si les élus du Congrès sont encore capables de s'entendre pour s'attaquer aux déficits. Et elles n'ont pas écarté, en cas d'impasse, la possibilité d'une nouvelle décote de la dette publique américaine, qui dépasse 15 000 milliards depuis mardi dernier.

En attendant l'échec annoncé, David Letterman, héritier de Will Rogers, pourrait recycler une des blagues que lui avait inspirée le compte à rebours de l'été dernier sur le relèvement du plafond de la dette: «Le Congrès promet de travailler 24 heures sur 24 jusqu'à ce que [les élus] soient absolument certains qu'ils n'accompliront rien.»

ARRESTATION À NEW YORK

Le sympathisant d'Al-Qaïda avait fabriqué trois bombes

AGENCE FRANCE-PRESSE

NEW YORK — Un sympathisant d'Al-Qaïda a été arrêté samedi à New York alors qu'il préparait des bombes qu'il voulait utiliser contre la police et des membres de forces armées américaines, a annoncé hier soir le maire de New York, Michael Bloomberg.

«Le suspect est un "loup solitaire", motivé par son ressentiment envers l'engagement des troupes américaines en Irak et en Afghanistan, et inspiré par la propagande d'Al-Qaïda.»

— Michael Bloomberg, maire de New York

Jose Pimentel, 27 ans, d'origine dominicaine et converti à l'islam, «prévoyait utiliser des bombes contre des voitures de police, des équipements de la poste et des militaires revenant de l'étranger», a précisé le maire lors d'une conférence de presse.

«Cela aurait pu tuer beaucoup de gens», a déclaré M. Bloomberg, ajoutant qu'avant

cette arrestation, «il y avait eu au moins 13 complots terroristes qui ciblaient New York depuis le 11-Septembre».

Cet homme était un «loup solitaire», motivé par son ressentiment envers l'engagement des troupes américaines en Irak et en Afghanistan, et inspiré par la propagande d'Al-Qaïda», a encore ajouté le maire.

«Il ne faisait pas partie d'un complot plus vaste d'origine étrangère», a également précisé M. Bloomberg.

Le patron de la police new-yorkaise, Ray Kelly, a précisé que le suspect avait déjà fabriqué trois bombes, après en avoir acheté les composants dans plusieurs endroits différents, et s'être inspiré de conseils sur l'internet.

Il «avait parlé de tuer des militaires américains qui rentraient d'Irak et d'Afghanistan [...] Il avait parlé de faire sauter des bureaux de poste [...] et des voitures de police dans New York», a-t-il ajouté.

Selon M. Kelly, Jose Pimentel avait fabriqué une bombe en août dernier, mais était devenu plus actif après le 30 septembre, date de la mort au Yémen de l'imam radical américano-yéménite Anwar al-Aulaqi qui était pour lui une source d'inspiration.

Venez découvrir pourquoi on est le plus grand!

2 salles de montre sur 3 étages!
Surface de 45 000 pieds carrés!
Plus de 250 véhicules à l'intérieur

PLUS DE 35 600 NOUVEAUX FANS* EN 2011, ET ÇA CONTINUE.

N°1 DES VENTES AU QUÉBEC EN 2011

Tucson L 2012
258\$ 0,9% financement à l'achat*
/mois pour 72 mois
2 999 \$ comptant

Incluant 750 \$ d'économie
Frais de livraison et destination inclus

À partir de **21 124\$**

Autoroute 6,2 L/100 km*

UN GROUPE, UNE MISSION: Votre satisfaction!

SAINT-LAURENT
HYUNDAI | EQUUS

Le plus grand concessionnaire Hyundai à Montréal
100, boul. Montpellier (coin Métropolitain), Ville Saint-Laurent
514-748-0100 www.hyundai-montreal.com

PROGRAMME DE REMISE AUX DIPLOMÉS
GARANTIE 5 ANS 100 000 KM
GARANTIE GLOBALE LIMITÉE

Prix du modèle montré: Tucson Limited 2012, transmission automatique, à partir de 34 224 \$. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation, RDPRM et taxes applicables en sus. Les frais de livraison et de destination comprennent les frais de transport et de préparation, d'administration du concessionnaire et un plein de carburant. *Financement à l'achat sur approbation du crédit des Services financiers Hyundai sur les Tucson L 2012, transmission manuelle (à partir de 21 124 \$). Exemple de financement: 21 124 \$ à un taux de 0,9% équivalent à des mensualités de 258,69 \$ par mois pour une durée de 72 mois. Comptant initial requis de 2 999 \$. Coût de prêt de 500,68 \$ pour une obligation totale de 21 624,68 \$. Frais de 115 \$ (taxe de 15 \$ sur les pneus et taxe de 100 \$ sur le climatiseur), frais de livraison et de destination de 1 760 \$ inclus. Frais d'enregistrement, d'assurance, d'immatriculation et RDPRM en sus des offres de financement à l'achat. Tous les détails chez votre concessionnaire Hyundai. *Tous les détails sur place. Offres d'une durée limitée pouvant être modifiées ou annulées sans avis préalable. Voir Saint-Laurent Hyundai pour tous les détails. Le concessionnaire peut vendre à prix moindre. Les stocks sont limités. Saint-Laurent Hyundai pourrait devoir commander le véhicule. *La garantie globale de Hyundai couvre la plupart des pièces du véhicule contre les défauts de fabrication sous conditions normales d'utilisation et d'entretien. ** Voir Saint-Laurent Hyundai pour les véhicules admissibles et tous les détails du programme de remises aux diplômés.

MONDE

Le Caire s'embrase à nouveau

« Les militaires sont restés au pouvoir et la répression continue », estime un expert

LA PRESSE ET AFP

LE CAIRE — La vague de violence qui a de nouveau balayé la place Tahrir, au Caire, en fin de semaine, démontre que l'Égypte n'a pas encore vécu une réelle révolution, selon le spécialiste du Moyen-Orient, Houchang Hassan-Yari. Selon lui, même si l'ancien président Hosni Moubarak est tombé, l'armée tente toujours de maintenir en place l'ancien régime.

« Il était trop tôt pour conclure à une révolution. Moubarak est parti, oui, mais les militaires sont restés au pouvoir et la répression continue », explique le professeur du Collège militaire royal du Canada. Il en veut pour preuve les violents affrontements qui ont opposé la police et des manifestants réclamant la fin du pouvoir militaire, fin de semaine. Au moins 13 personnes sont mortes hier dans la capitale égyptienne. Ces violences portent le bilan à 15 morts en deux jours d'affrontements au pays, à une semaine du premier scrutin législatif depuis le départ d'Hosni Moubarak.

Dans un pays où l'armée a une longue histoire d'intervention dans la vie publique, l'armée tente présentement de protéger ses intérêts économiques et ses privilèges, analyse Houchang Hassan-Yari. « Il fallait s'attendre à ce qui est arrivé et il faut également s'attendre à voir d'autres confrontations dans l'avenir. »

Si l'armée s'entête à se maintenir au pouvoir, la population risque de se montrer tout aussi déterminée à lui tenir tête, constate M. Hassan-Yari. « Ça faisait longtemps qu'une sortie de la masse dans les rues avait donné un résultat positif, soit le départ d'un président qu'on croyait éternel, alors la population n'est pas prête à lâcher aussi facilement. »

Place Tahrir occupée

La nuit dernière, des milliers d'Égyptiens occupaient d'ailleurs la place Tahrir, après avoir repoussé la police. De violents affrontements se sont également poursuivis dans les rues



PHOTOS MOISES SAMAN, THE NEW YORK TIMES

Des milliers d'Égyptiens occupaient la place Tahrir, la nuit derrière, après avoir repoussé la police.

adjacentes au site emblématique, foyer de la révolte qui a chassé l'ex-raïs en février.

Des contestataires ont lancé des pierres et des cocktails Molotov en direction des policiers, dont certains, positionnés sur le toit d'un immeuble à proximité du ministère de l'Intérieur, proche de la place Tahrir, ont répliqué avec des tirs de fusils et de balles de caoutchouc, a rapporté un journaliste de l'AFP.

Les policiers ont également continué à tirer de nombreuses grenades lacrymogènes, alors que des manifestants les leur renvoyaient en criant « Le peuple veut l'exécution du maréchal » Hussein Tantaoui, dirigeant de facto du pays.

Plusieurs médecins ont affirmé soigner de nombreuses blessures par balles. Le

D' Mohammed Taher a déclaré à l'AFP avoir vu un homme ayant reçu une balle dans la tête et un autre au cou. Tous deux étaient dans un état grave. Le ministère de la Santé a de son côté recensé 10 morts 1700 blessés depuis samedi.

Des manifestants ont également défilé à el-Arich, dans le Sinaï et à Ismaïlia, sur le canal de Suez, tandis que des heurts ont éclaté à l'issue des funérailles d'un jeune homme tué samedi à Alexandrie, selon l'agence officielle Mena.

Craintes

Ces affrontements rappelant les scènes de la révolte contre le régime au début de l'année ont débuté samedi au lendemain d'une manifestation place Tahrir de dizaines de milliers de personnes.

Cette démonstration de force, menée par les islamistes, visait à réclamer le retrait d'une déclaration constitutionnelle présentée par le gouvernement, qui exemptait en particulier le budget de l'armée de tout contrôle parlementaire.

L'armée s'est engagée à rendre le pouvoir aux civils après l'élection d'un nouveau président. La date de la présidentielle, qui doit suivre les législatives, n'est toutefois pas encore connue, ce qui suscite de nombreuses appréhensions.

Ces troubles ont relancé les craintes que les législatives, qui doivent débuter le 28 novembre et s'étaler sur plusieurs mois, ne soient émaillées de violences.

L'armée a dit « regretter » les événements actuels, appelant le gouvernement à rencontrer les forces politiques pour y mettre

fin, tout en réaffirmant s'en tenir au calendrier électoral établi, dans un communiqué lu dans la soirée à la télévision publique.

Plusieurs personnalités politiques et des intellectuels, parmi lesquels l'ancien chef de l'Agence internationale de l'énergie atomique, Mohamed ElBaradei, ont toutefois réclamé un délai supplémentaire pour ces élections, dans le cadre d'une révision du calendrier politique.

À l'étranger, le chef de la diplomatie européenne Catherine Ashton a estimé que la loi et l'ordre devaient être assurés « dans le respect des droits de l'homme », alors que le ministre canadien de la Défense, Peter MacKay, a jugé ces affrontements « très troublants ».

Avec AP

Grosses prises en Libye

Saïf al-Islam Kadhafi et l'ex-chef du renseignement seront jugés au pays

D'APRÈS L'AFP

TRIPOLI — Les autorités libyennes ont affirmé hier que Saïf al-Islam serait jugé en Libye, malgré le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) qui soupçonne le fils de Mouammar Kadhafi, arrêté dans la nuit de vendredi à samedi, de crimes contre l'humanité.

Dans le même temps, l'ancien chef des services de renseignements Abdallah al-Senoussi, l'autre Libyen recherché par la CPI pour les mêmes crimes, a été arrêté hier dans le sud du pays.

L'annonce de l'arrestation du fils le plus en vue de Mouammar Kadhafi a obligé le premier ministre par intérim, Abdel Rahim al-Kib, à reporter

de 48 heures maximum la formation de son nouveau gouvernement, dont la présentation était prévue ce hier.

Alors que plusieurs pays, dont la France, les États-Unis et la Grande-Bretagne ont pressé Tripoli de coopérer avec la CPI afin de garantir un « procès équitable » à Saïf al-Islam Kadhafi, le Conseil national de transition (CNT) a affirmé qu'il serait jugé en Libye.

« La décision est qu'il sera jugé devant les tribunaux libyens. C'est une question de souveraineté nationale », a déclaré le vice-président et porte-parole du CNT, Abdelhafidh Ghoga au cours d'une conférence de presse, assurant que Saïf al-Islam disposait « de la protection nécessaire ».

Il a précisé qu'il en irait de



PHOTO MOISES SAMAN, ARCHIVES THE NEW YORK TIMES

Saïf al-Islam Kadhafi au mois d'août, à Tripoli.

même pour M. Senoussi, qui a été arrêté par des brigades d'anciens combattants rebelles dans la maison de sa soeur à Al-Guira.

« Nous voulons que le procès de Saïf al-Islam ait lieu en Libye, car la justice locale est la règle et la justice internationale l'exception », avait déclaré un peu plus tôt à l'AFP le ministre de la Justice au sein du CNT, Mohammed al-Allagui.

« Nous avons les garanties nécessaires pour un procès

équitable, en particulier après l'amendement d'une loi garantissant l'indépendance de la justice par rapport à l'exécutif », a-t-il assuré.

« Si les autorités libyennes désirent mener le procès en Libye, il faut soumettre une demande à la CPI et les juges décideront éventuellement. Mais selon le principe de complémentarité et le Statut de Rome, la priorité est au droit national », a expliqué hier un porte-parole de la CPI, Fadi El-Abdallah.

LA SYRIE NE PLIERA PAS, DIT ASSAD

Les Damascènes ont été réveillés hier par deux fortes déflagrations alors que, selon des informations non confirmées émanant de militants syriens, le siège du parti Baas au pouvoir aurait été touché par des tirs de lance-grenades RPG. Pour sa part, Bachar al-Assad affirme dans le *Sunday Times* que son régime ne s'inclinera pas face aux pressions internationales et poursuivra la répression contre les « militants », responsables selon lui de la mort de civils.

Cette interview est parue au lendemain de l'expiration du délai accordé à Damas par la Ligue arabe, qui avait donné au régime alaouite jusqu'à samedi pour s'engager en faveur du plan de sortie de crise arabe et accepter la présence d'observateurs. Mais la Ligue arabe a d'ores et déjà fait savoir hier que les modifications au plan et à la mission d'observateurs proposées par Damas étaient inacceptables, car elles altéraient « l'essence même » du plan.

Celui-ci prévoit le retrait des chars des rues, la libération des prisonniers politiques, la suspension des attaques contre les civils et l'autorisation d'une mission d'observateurs.

— AFP

Service sans escale vers Kitchener/Waterloo à partir de 89\$ l'aller simple!



Gagnez jusqu'à 4 heures sur un aller-retour!

Effectuez un vol sans escale à partir de l'aéroport Montreal-Trudeau vers l'aéroport international de la région de Waterloo. Gagnez jusqu'à 4 heures sur un aller-retour par rapport à un vol vers Toronto et conduire jusqu'à la région de Waterloo.

Le service à Ottawa et le service de connexion vers l'Ontario du Nord est aussi maintenant disponible!

GAGNEZ DU TEMPS!

Destination	A partir de
Ottawa	\$89
Sudbury	\$147
Sault Ste Marie	\$147
Timmins	\$192



AÉROPORTS DE MONTRÉAL



Appelez le 1-800-465-2327
www.bearskinairlines.com

L'Espagne bascule à droite

« Il n'y aura pas de miracle » face à la crise, avertit d'emblée le vainqueur Mariano Rajoy

SYLVIE GROULT
AGENCE FRANCE-PRESSE

MADRID — La droite a remporté hier une majorité absolue historique aux élections législatives en Espagne, portée au pouvoir par un pays inquiet et sans illusions, qui a choisi de sanctionner le gouvernement socialiste, mais qui se prépare à une nouvelle cure de rigueur.

Le Parti populaire (PP) mené par Mariano Rajoy, 56 ans, qui dirigera le prochain gouvernement, a obtenu 186 sièges de députés contre 111 au Parti socialiste (PSOE), qui enregistre son plus mauvais score depuis le retour de la démocratie.

Les socialistes espagnols, au pouvoir depuis 2004, deviennent ainsi les nouvelles victimes d'une crise qui a déjà fait chuter les gouvernements grec et italien.

Mariano Rajoy, acclamé par ses partisans, a promis un « effort solidaire » pour « faire la guerre à la crise », mais a reconnu qu'« il n'allait pas y avoir de miracle » face à une situation économique très difficile.

« Je n'aurai pas d'autre ennemi que la crise économique », mais aussi « le chômage, le déficit, la dette excessive, la stagnation économique et tout ce qui maintient ce pays dans cette situation critique », a-t-il assuré.

« Ce n'est un secret pour personne que nous allons gouverner dans la conjoncture la plus délicate pour l'Espagne des 30 dernières années ».

La crise, l'austérité et les cinq millions de chômeurs étaient justement sur toutes les lèvres hier.

« Des coupes nécessaires »

« Il y aura des coupes, mais c'est nécessaire », réagissait Antonio García, médecin de 80 ans, venu célébrer la victoire devant le siège du PP à Madrid.

Pour la première fois de sa vie, mais sans conviction, Octavio Arginano, ouvrier madrilène à la retraite de 67 ans, a lui aussi opté pour la droite.

« Mon fils est au chômage depuis plus d'un an. Ma fille ne gagne que 600 euros par mois en gardant des enfants », confiait



PHOTO JUAN MEDINA, REUTERS

« Je n'aurai pas d'autre ennemi que la crise économique », a assuré le chef du Parti populaire Mariano Rajoy, gagnant des législatives d'hier.

cet électeur dans le quartier de Lavapiés. « Il faut qu'il y ait un changement, mais je ne suis pas sûr que quelqu'un sache quoi faire pour nous sortir de cette situation ».

La crise a entraîné une perte de confiance envers les grands partis

politiques, une partie des électeurs estimant que ni la gauche ni la droite ne sera capable de remettre le pays sur les rails.

Signe de cette défiance, exprimée depuis le mois de mai par le mouvement des « indignés », la coalition

écologiste IU (Izquierda Unida), qui compte actuellement deux députés, en obtient 11.

Électeur du Parti populaire en 2008, Fernando Javier Alvarez Granero, instituteur de 46 ans, a lui « voté blanc pour la première fois ».

« Tous les partis, de droite et de gauche, diffusent le même message ». Le Parti socialiste « a créé cinq millions de chômeurs et nous a menti sur la crise économique. Et je ne pense pas que Mariano (Rajoy) puisse apporter une solution aux grands problèmes de l'Espagne ».

Le Parti populaire, fort de sa majorité absolue, est en mesure de gouverner seul le pays. Mariano Rajoy, un homme tenace mais sans charisme, devrait être investi chef du gouvernement à partir du 20 décembre, une semaine au moins après l'installation des deux chambres du Parlement le 13.

Surfant sur le mécontentement et la lassitude des électeurs, il n'a laissé aucune chance à son adversaire socialiste Alfredo Perez Rubalcaba, 60 ans. Ce dernier a promis que, désormais dans l'opposition, les socialistes « travailleraient de toutes leurs forces pour l'amélioration de l'économie et de l'emploi ».

Rassurer les marchés

Sous la très forte pression des marchés financiers, le nouveau chef du gouvernement devra maintenant agir vite pour tenter de redresser l'économie espagnole, quatrième de la zone euro, menacée de récession et asphyxiée par un chômage record de 21,52 %.

Avec ce vote « s'achèvera un processus non écrit ni planifié de remplacement de tous les gouvernements des économies européennes considérées comme périphériques: la Grèce, l'Irlande, le Portugal, l'Italie, en plus de l'Espagne », avaient prédit les analystes de Bankinter.

Mais les nouvelles mesures de rigueur qui se profilent pourraient attiser la grogne sociale qui s'est emparée du pays.

Depuis mai 2010, les Espagnols sont soumis à une politique d'austérité – baisse de 5 % du salaire des fonctionnaires, gel des retraites ou recul de l'âge de la retraite de 65 à 67 ans.



DÉBATS

LA PRESSE

André Desmarais > Président du conseil d'administration
 Guy Crevier > Président et éditeur
 Éric Trottier > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
 Mario Girard > Directeur principal de l'information André Pratte > Éditorialiste en chef

ÉDITORIAUX

L'alarmisme en moins



FRANÇOIS CARDINAL
 francois.cardinal@lapresse.ca

Min de rien, pendant que le monde regardait ailleurs, le débat entourant le réchauffement planétaire est entré dans une ère post-climategate, comme le démontre le dernier rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur le climat (GIEC).

Pendant que la communauté internationale tournait toute son attention vers l'économie, que les subprimes remplaçaient le CO₂ et que les dettes publiques se faisaient plus menaçantes à la montée des eaux, l'enjeu climatique en profitait pour se repositionner au centre, loin des extrêmes entre lesquels il a été ballotté.

La première décennie des années 2000 a été marquée, en effet, par une polarisation du débat entre, d'un côté, les climato-sceptiques qui ont tout fait pour miner la science, et de l'autre, chercheurs et écologistes qui, en bon nombre, ont poussé l'alarmisme aux confins de la rigueur scientifique.

Puis est survenu le climategate, à la fin 2009, ce « scandale » provoqué par le piratage des courriels de chercheurs britanniques et américains. Suivi par les révélations embarrassantes sur le GIEC, qui a reconnu certaines « erreurs regrettables » dans ses études.

La poussière aujourd'hui retombe, les scientifiques ont clairement tiré des leçons de ces histoires. Le « rapport spécial » sur les phénomènes extrêmes, dont un résumé a été rendu public vendredi, est un document tout en nuances qui met l'accent sur les doutes, incertitudes et désaccords de

la communauté scientifique. Une humilité salutaire à 10 jours du début des négociations sur le climat, en Afrique du Sud.

Les chercheurs réitèrent la conclusion toujours aussi inébranlable sur l'existence des changements climatiques (l'homme émet du CO₂, la planète se réchauffe), puis ils étayent les hypothèses les plus récentes sur leurs conséquences.

Ils constatent « avec un degré de confiance élevé » que l'accroissement des concentrations de gaz à effet de serre a provoqué une hausse des maxima et minima de température dans le monde. Ils prévoient, avec autant de certitude, que les jours de canicule deviendront plus chauds et fréquents avec le temps.

Mais ce n'est qu'avec un « degré de confiance moyen », en raison d'études contradictoires, qu'ils font un lien entre ces émissions et la recrudescence de phénomènes extrêmes (sécheresses, inondations, etc.). Et ils reconnaissent que les prévisions à long terme concernant l'intensité et la fréquence des cyclones n'offrent qu'un « degré de confiance faible ».

Les plus sceptiques s'empareront fort probablement de ces données pour torpiller plus encore la science (on peut l'affirmer avec un « degré de confiance très élevé »), mais cela ne doit pas ébranler le GIEC, qui a tout à gagner à jouer de rigueur, d'objectivité et de prudence.

D'autant que les plus récents livres écrits sur le sujet démontrent, eux aussi, que le débat public s'est recentré. Les auteurs, le philosophe Pascal Bruckner et le politologue Bruno Tertrais en tête, ne pourfendent plus autant l'existence du dérèglement climatique que l'alarmisme et le catastrophisme qu'il attise. Précisément ce qu'évite le dernier rapport du GIEC, avec raison.

AFFICHAGE

De Montréal à Paris



ANDRÉ PRATTE
 apratte@lapresse.ca

De passage à Paris la semaine dernière, le maire de Québec, Régis Labeaume, a déploré l'abondance d'affiches en anglais dans la capitale française: « C'est sidérant de voir la publicité ici. On ne pourra pas avoir une francophonie en santé si on ne décide pas de réfléchir à ça. »

Le maire Labeaume a moins été frappé par la présence des raisons sociales des grandes chaînes américaines que par la multiplication des expressions anglaises (smart phones et autres must) dans les vitrines des petits commerces.

À Montréal aussi, on le sait, l'affichage commercial en anglais pose problème. Malgré les campagnes de sensibilisation, malgré le zèle des mouvements militants, trop de commerçants continuent d'ignorer les exigences de la Charte de la langue française.

Quelques jours avant le séjour parisien de M. Labeaume, l'Office québécois de la langue française (OQLF) a lancé une campagne de communication visant à persuader les entreprises dont la marque de commerce est en anglais de la franciser. On pense ici, notamment, aux multinationales dont les succursales sont identifiées par la même marque qu'elles se trouvent en Chine, au Brésil, en France ou au Québec.

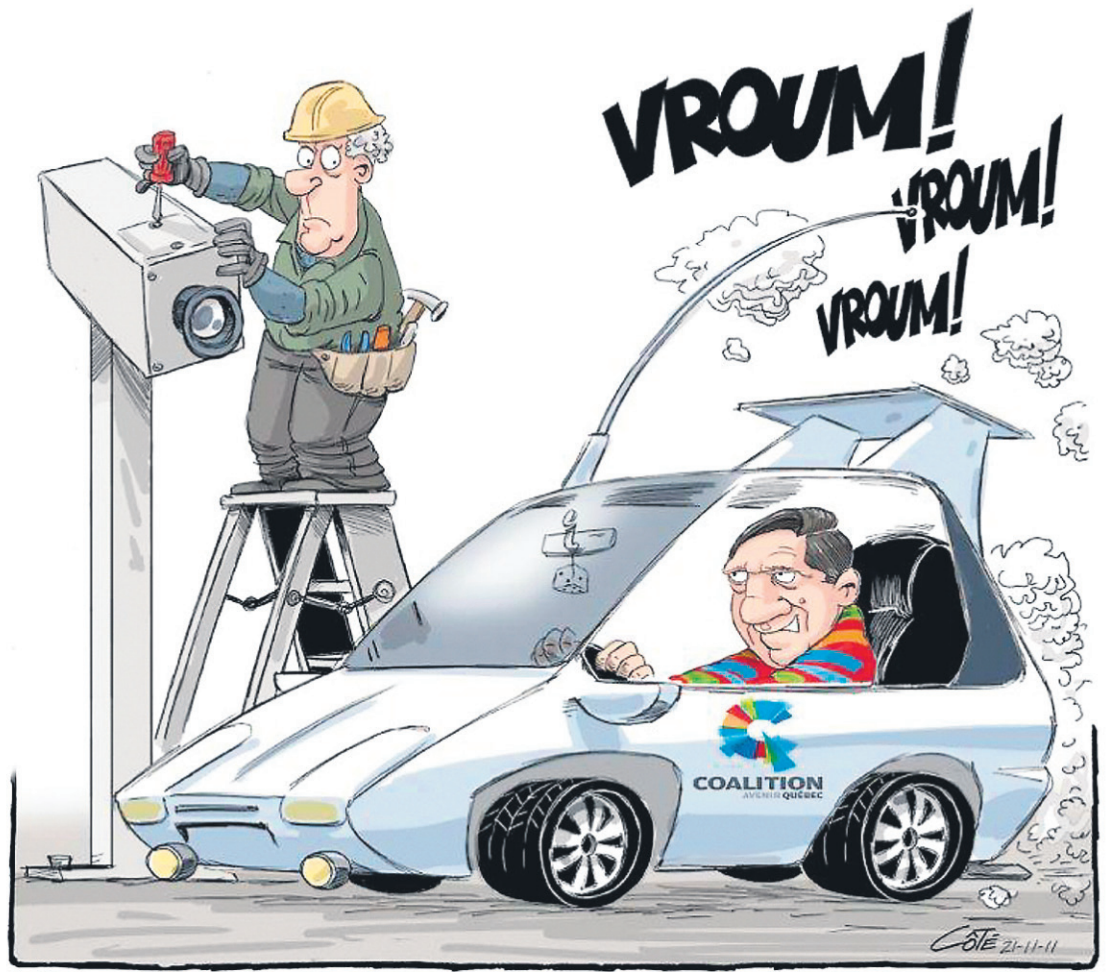
Jusqu'à maintenant, le gouvernement québécois considérait ces marques de commerce

comme hors de la portée de la loi 101 parce que protégées par le droit international. Devant ce constat d'impuissance, la commission Larose sur l'avenir de la langue française avait recommandé à Québec de faire pression pour que les conventions sur les marques de commerce soient modifiées. Le Forum mondial de la langue française, qui aura lieu à Québec l'été prochain, fournira une belle occasion d'amorcer une démarche en ce sens.

Entre-temps, l'OQLF diffuse ce qui nous semble être une nouvelle interprétation du règlement sur l'affichage. Selon l'organisme, si un commerce peut s'identifier avec une marque de commerce en anglais, il doit impérativement accompagner celle-ci d'un descriptif en français. Par exemple, une entreprise dont la marque de commerce enregistrée est Daily Living pourra l'employer dans son affichage pourvu qu'elle y joigne un générique en français (Ameublement Daily Living).

L'Office réussira-t-il à convaincre les chaînes qui, jusqu'ici, se sont montrées récalcitrantes? Ce sera possible seulement si cette campagne est appuyée au plus haut niveau par les dirigeants politiques et par les milieux d'affaires.

En cas d'échec, faudra-t-il passer à une étape coercitive, comme le réclame le Parti québécois? Cela ne saurait être qu'un ultime recours. Il faut s'assurer que Québec est en terrain juridique solide. Surtout, on devra se demander si en imposant des amendes de quelques milliers de dollars à ces géants commerciaux, on arrivera à autre chose qu'à provoquer chez eux agacement et incompréhension.



DROITS RÉSERVÉS/apcote@lesoleil.com

BLOGUE QUEL AVENIR POUR MONTRÉAL?



PHOTO ARCHIVES LA PRESSE

UNE OCCASION EN OR

Montréal n'a pas de poids politique stratégique, déplore la commentatrice Liza Frulla. Depuis des années, l'électorat est figé dans ses choix. Résultat : les élections se gagnent par les régions.

Heureusement, au prochain scrutin provincial, la fin du bipartisme fournira à la métropole une occasion en or pour rugir. Enfin, les Montréalais pourront faire trembler le gouvernement.

Lisez le billet de Liza Frulla et réagissez sur lapresse.ca/avenirmtl

CONJONCTURE

Éviter la catastrophe!



YVAN LOUBIER
 L'auteur est économiste et conseiller principal au cabinet de relations publiques NATIONAL.

De toute part, les colonnes du temple de l'Europe s'ébranlent. Au rythme où vont les choses, même les pays qui, hier encore, semblaient les plus solides de la zone euro sont victimes de la contagion. Sans nouvelles mesures concertées, décisives et convaincantes, la zone euro pourrait frapper un mur et le reste du monde à sa suite.

Les marchés financiers ont réagi très fortement à l'incertitude dès mercredi dernier sur les marchés obligataires européens en exigeant de l'Espagne et même des Pays-Bas et de la France des taux spectaculaires comportant des primes de risque sans précédent; des primes qui reflètent la perte de confiance envers la capacité des dirigeants européens à s'entendre sur une solution durable à la crise et à éviter une autre récession.

L'écart entre les taux exigés pour les obligations à long terme de ces pays et ceux de l'Allemagne a atteint au surplus des niveaux records, jusqu'à 5 points de base pour l'Espagne et plus de 2 points pour la France, reconnaissant implicitement qu'il ne reste plus que l'Allemagne qui évite encore la contagion. Mais cela pourrait changer, et rapidement, si l'on en croit la vitesse avec laquelle les événements des derniers jours sont survenus. Car si l'on trouve plusieurs pour sonner l'alarme et rappeler le niveau important de la dette allemande, dont une portion importante risque, à très court terme, de devenir problématique.



PHOTO JOHANNES EISELE, AGENCE FRANCE-PRESSE

La chancelière allemande, Angela Merkel, devrait enfin se rallier à l'idée de faire de la Banque centrale européenne une véritable institution prêteuse.

Comme c'est le cas pour la France qui dispose de plus de 330 milliards d'euros de titres de dette publique des cinq pays les plus écorchés de la zone, l'Allemagne doit aussi composer avec plus de 200 milliards de ces titres, dont une part majeure est aux mains des banques et des caisses de retraite; des titres de pays de plus en plus insolubles et qui pourraient bientôt manquer de liquidités. Dans de telles circonstances, en plus de subir le séisme de la situation générale, les coûteuses et déstabilisantes opérations de sauvetage nationales des banques que nous avons connues sur tous les continents lors de la dernière récession pourraient très certainement se reproduire à l'échelle de l'Allemagne.

L'Allemagne ne pourra donc encore longtemps résister seule à la tempête qui s'abat sur l'Europe et qui continuera de précipiter la zone euro et l'euro lui-même vers un gouffre. La contagion l'atteindra et pourrait se répandre rapidement vers l'ensemble de la planète.

De l'avis de la majorité des analystes, il reste un dernier rempart à court terme pour éviter la catastrophe et c'est celui de faire de la Banque centrale

européenne (BCE) une véritable banque prêteuse de dernier recours pour les gouvernements. La BCE pourrait racheter massivement et rapidement des titres de dette des pays européens, à taux raisonnables, pour pallier leur manque de liquidités. Une idée partagée par les États-Unis ainsi que par le Japon et la Chine, les deux principaux créanciers extérieurs de l'Europe. Mais jusqu'à présent, cette idée de modifier la charte de la BCE pour lui donner ce nouveau rôle se bute au refus systématique et obstiné de la chancelière allemande.

La nouvelle « dame de fer » de l'Europe pourrait être jugée très sévèrement par l'histoire, chez elle d'abord, pour ne pas avoir su reconnaître l'état d'urgence, et dans le monde, si la débâcle planétaire devait survenir.

« Ich bin ein Berliner » (nous sommes tous Berlinoises), a dit le président américain, en juin 1963, au nom de l'universel et par solidarité pour ceux et celles privés de liberté derrière le mur de Berlin. La chancelière devrait se le rappeler et reconnaître que devant les perspectives européennes et mondiales qui s'annoncent, nous sommes tous Européens, elle la première!

À BIEN Y PENSER

Tous ceux qui voyagent un peu savent qu'on peut acheter des cigarettes canadiennes détaxées, donc à rabais, avant de franchir la frontière américaine. Comment expliquer un tel privilège accordé aux fumeurs alors que la société et les services de santé se tuent à essayer de convaincre les fumeurs d'écraser? Il faut abolir ce privilège, car pour cesser de fumer, il faut un message clair. Il en va de notre santé!

— Guy Beaulieu, Montréal

DÉBATS

La queue de poisson



ALAIN DUBUC
COLLABORATION SPÉCIALE
adubuc@lapresse.ca

Il y a quelques semaines, bien des gens voyaient le mouvement des indignés de Wall Street comme la version occidentale du printemps arabe. Finalement, ce ne fut qu'un exercice désordonné de camping urbain qui s'est terminé en queue de poisson.

Rarement aura-t-on vu une «balloune» se dégonfler de façon aussi spectaculaire. Qu'est-ce qui s'est passé?

Rarement aura-t-on vu une balloune se dégonfler de façon aussi spectaculaire. Qu'est-ce qui s'est passé?

Cette débandade s'explique, en premier lieu, par le fait que ce mouvement a été victime de l'hyperbole médiatique. Parce que la même chose se passait en même temps dans plein de pays, grâce à l'effet Twitter, on a cru que ces occupations représentaient une vague de fond planétaire. En oubliant que, maintenant, tout est global, y compris ce qui est mineur.

La deuxième cause de l'échec tient à la nature de ce mouvement qui s'est voulu sans chefs, sans structures, sans programmes, sans revendications. Une fois que les indignés ont exprimé leur indignation, que pouvaient-ils apporter de plus? Et c'est ainsi que, rapidement, on a cessé de parler de leur message informe pour ne plus parler que de leur mode de vie, leurs tentes, leurs cabanes, l'attrait qu'ils exercent sur les sans-abris, et maintenant le démantèlement de leurs installations dans diverses villes.

Cette façon nouvelle de contester la société s'est avérée un flop total.

La troisième cause de l'échec est de loin la plus importante. Et c'est que, fondamentalement, il s'agissait d'un mouvement marginal. Il y a eu, dès le départ, un énorme malentendu. Le mouvement dénonçait Wall Street et les abus du secteur financier. Ce avec quoi à peu près tout le monde est d'accord. On en a donc déduit, à tort, que le mouvement des indignés était la pointe de l'iceberg, l'avant-garde d'un mouvement beaucoup plus large, l'expression de la colère de la majorité silencieuse.

Et ça, c'était faux. Le mouvement a suscité de la sympathie, mais pas d'adhésion. Pour une raison très simple. Occupons Wall Street et ses diverses déclinaisons sont foncièrement un mouvement anticapitaliste, qui a surtout attiré des militants qui contestent ce système et souhaitent le renverser. Un courant qui reste extrêmement minoritaire.

D'autant plus que le fait d'exprimer de la méfiance ou de la colère envers le monde de la finance et les hyper-riches ne constitue pas, en soi, un projet politique. C'est au cœur, entre autres, de tous les courants populistes, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Il est vrai que cette colère s'exprime davantage actuellement en raison du rôle qu'a joué le secteur financier dans la crise qui nous a frappés en 2008. Il y a un débat à mener sur la place trop grande que prend le secteur financier dans nos économies, sur la richesse qu'il draine, sur les abus qu'il a commis, surtout aux États-Unis. En ce sens, comme je l'ai déjà écrit, le mouvement des indignés posait les bonnes questions. Mais la plupart des gens n'accepteront pas leurs réponses. Le fait qu'ils critiquent le monde financier ne les mènera pas à vouloir renverser le système, mais plutôt à l'améliorer et à en corriger les dérives.

Parce que, depuis l'échec du communisme, il n'y a pas d'alternative convaincante. Et surtout parce que ce système capitaliste, tant décrié, reste, dans sa variante moderne de l'État-providence, avec son complément politique qu'est la démocratie, le régime qui a permis les plus grands progrès en termes de bien-être, d'égalité et de justice.

Le capitalisme est un système capable du meilleur et du pire, qu'il faut sans cesse revoir et corriger, cette fois-ci pour s'attaquer aux dérives financières et assurer la durabilité de la croissance. Ça ne se fera pas dans des tentes plantées dans les centres-villes.

À VOTRE TOUR



PHOTO FOURNIE PAR LES AUTEURS

Ce fut une belle victoire, bien au-delà du pointage sur le tableau indicateur. La vraie victoire est ailleurs. Elle est dans la tête et le cœur des joueurs. Ces joueurs ont appris grâce à un excellent programme de football à vaincre leurs peurs et le cynisme. Ces footballeurs ont compris, malgré le fait qu'ils soient scolarisés dans une école publique défavorisée, qu'ils pouvaient rivaliser et vaincre les meilleures équipes du circuit.

LA VRAIE VICTOIRE

À la suite de l'incendie qui a ravagé notre école à Lachute, notre équipe championne est devenue un symbole d'espoir

ÉRIC BERTRAND, PATRICE BERTRAND ET PATRICK CÔTÉ

Les auteurs sont les fondateurs du programme de football à la polyvalente Lavigne de Lachute.

C'est par un samedi froid de novembre que les efforts des derniers mois, voire des dernières années, ont pris tout leur sens. L'équipe de football juvénile de la polyvalente Lavigne a remporté son premier Bol d'or.

À la suite de l'incendie qui a ravagé leur école le 21 septembre dernier, les INUK sont devenus un symbole d'espoir et un point d'ancrage pour toute une communauté scolaire durement éprouvée.

Ce fut effectivement une belle victoire, bien au-delà du pointage sur le tableau indicateur.

La vraie victoire est ailleurs. Elle est dans la tête et le cœur des joueurs. Ces joueurs ont appris grâce à un excellent programme de football à vaincre leurs peurs et le cynisme.

Ces footballeurs ont compris, malgré le fait qu'ils soient scolarisés dans une école publique défavorisée, qu'ils pouvaient rivaliser et vaincre les meilleures équipes du circuit.

Grâce à ce programme de football, les joueurs ont pu apprendre à gagner dans l'honneur, la dignité et le respect de l'adversaire.

Invaincus, les INUK de la polyvalente Lavigne ont terminé la saison avec une réputation irréprochable au point de vue de l'éthique sportive.

Ce samedi, ce fut aussi la victoire du principe de l'accès équitable et juste à l'éducation. À l'instar des écoles publiques, notre programme de football a toujours et sera pour toujours inclusif. Il n'y a aucune sélection. Depuis sa mise en place en 2006, notre équipe de football n'a jamais laissé un jeune sur la touche et a toujours permis aux élèves, indépendamment de leur talent ou de leur condition sociale, de pratiquer ce merveilleux sport.

Notre programme de football n'a jamais laissé un jeune sur la touche et a toujours permis aux élèves, indépendamment de leur talent ou de leur condition sociale, de pratiquer ce merveilleux sport.

Le 12 novembre, l'équipe championne du Bol d'or était formée de petits, de gros, d'élèves performants, d'élèves en difficultés, d'élèves favorisés et d'élèves moins nantis.

Ce jour-là, c'était pour une bonne dizaine de joueurs leur dernier match de football au secondaire. Certains évoluaient avec nous depuis leur entrée au secondaire. Nous les avons vus grandir, maigrir, prendre du coffre. C'était pour nous une belle occasion de faire un bilan de toutes ces petites victoires qu'ont vécues certains d'entre eux.

À toi Michael, qui n'était pas capable de faire un tour de terrain en joggant et qui est devenu un redoutable secondaire de ligne, nous te félicitons.

À toi Kévin, qui revenait au banc la larme à l'œil quand tu te faisais plaquer, à toi qui pour l'idée de faire un jour des études supérieures était résolument utopique, à toi qui est devenu le quart-arrière étoile que s'arrachent actuellement les cégeps, nous levons notre chapeau.

Et à toi Manu, qui ne pensait pas finir son secondaire, qui est resté pour jouer, nous te félicitons pour ton diplôme et nous te souhaitons bon succès dans tes études et dans ta carrière de football au collégial.

Ce samedi, c'est non seulement le football comme vecteur de réussite qui a triomphé, c'est tout le sport scolaire. Car c'est avec des équipes de football, des troupes de danse, des clubs d'échecs et des entraîneurs qualifiés et signifiants que l'on diplôme notre jeunesse.

Le 12 novembre 2011, deux équipes s'affrontaient. Deux équipes formées de jeunes et d'entraîneurs qui ont fièrement représenté leur école et leur communauté. Deux équipes se sont rencontrées pour faire une chose à la fois simple et noble: tenter de remporter le Bol d'or. Dans les deux cas, les jeunes étaient là portant leur équipement au lieu de traîner dans la rue. Ce jour-là, une équipe a perdu, l'autre a gagné. Dans les deux cas, il y a eu un apprentissage de la vie, dans les deux cas, ils en sont sortis grands. Elle est là, la vraie victoire.

De plus en plus vite

YVES CHARTRAND
Montréal

L'Halloween étant derrière nous, la marchandise de Noël est déjà en vente dans les magasins. Et même les chants de Noël ont fait leur apparition à l'épicerie. Il n'y a pas de temps à perdre. Le temps, c'est de l'argent. Même pas moyen de respirer. On aura tellement entendu parler de Noël d'ici au 25 décembre que peut-être on n'aura plus envie de le fêter le moment arrivé et on pourrait tout de suite passer à Pâques tant qu'à y être.

Une compagnie vient de mettre sur le marché un produit encore plus rapide que l'internet haute vitesse qui nous permet de pitonner et de communiquer encore plus vite.

Comme si le cerveau humain et le pouce pouvaient aller encore plus vite. Les automobilistes «glissent» sur les

stops au coin des rues au risque de frapper des piétons; ils sont dans leur chemin, ils sont une nuisance. Les gens n'attendent plus la fin du générique avant de quitter une salle de cinéma; ils sont déjà rendus ailleurs, dans leur prochaine activité de la journée.

Le moment présent nous échappe complètement.

On voudrait tellement que tout aille plus vite que nous n'avons plus la patience d'attendre notre tour dans une file de personnes au magasin ou au guichet automatique. Dans les offres d'emploi, on voit de plus en plus comme critère d'embauche une bonne capacité de travailler sous pression et

de gérer plusieurs dossiers en même temps.

J'apprenais récemment via une connaissance que le conjoint d'une bonne amie de sa compagnie venait de mourir des suites d'une crise cardiaque à 25 ans. Et que dire des burn-out, de la prise d'antidépresseurs par une partie importante de la population, de boissons énergisantes ou autres stimulants et drogues pour «tenir le coup».

Travail, famille, maison, amis, cours, activités, il faut courir de plus en plus vite comme des robots que nous sommes devenus, un bidule dans la main et des écouteurs sur les oreilles. Pas le temps de s'écouter, ni d'écouter les autres. Le moment présent nous échappe complètement. Nous sommes «ailleurs», mais où? Pour courir après quoi finalement? Au bout, il n'y a rien d'autre que la mort. Pourquoi sommes-nous si pressés d'en finir?

POUR NOUS JOINDRE La Presse, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9

VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE? Écrivez-nous à nouvelles@lapresse.ca

RÉDACTION 514.285.7070
commentaires@lapresse.ca

ABONNEMENT 514.285.6911 ou 1.800.361.7453
www.lapresse.ca/abonnement

PETITES ANNONCES 514.987.8363 ou 1.866.987.8363
petitesannonces@lapresse.ca

VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION? forum@lapresse.ca

DÉCÈS 514.285.6816
deces@lapresse.ca

CARRIÈRES 514.285.7320
carrieres@lapresse.ca

PUBLICITÉ 514.285.6931

Seule La Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien La Presse est publié et édité par La Presse, Inc. Guy Crevier, Président et éditeur.

